Esso

Rapport annuel

1999

Conseil d'Administration

Jean-Luc Randaxhe
Président

Olivier Bouygues
Philippe Dulac
Patrick Heinzle
Roland Vardanéga
Jean Verré

Comité Directeur

Jean-Luc Randaxhe
Président-Directeur Général

Patrick Heinzle
Directeur Général Finances

Secrétaire Général

Jean-Pierre Vanlander

Contrôleur

Patrick Heinzle

Trésorier

Denis Mugnier

Commissaires aux Comptes

Daniel Dudon
Titulaire

Edouard Salustro
Titulaire

Jean-Michel Garnier
Suppléant

EDITORIAL

Votre société a connu en 1999 un résultat d'exploitation opérationnel décevant du fait d'une conjoncture particulièrement défavorable dans le Raffinage/Distribution. En effet, si la hausse du prix du brut a été favorable à Esso REP, elle a en revanche eu un impact fortement négatif dans le Raffinage/Distribution conduisant à un résultat net du groupe négatif de 184 millions de francs (28 millions d'euros).

Nous abordons toutefois l'année 2000 avec une confiance renforcée. Les performances opérationnelles restent excellentes, nos positions commerciales sont en hausse dans de nombreux domaines d'activité, la réduction de nos coûts est en ligne avec nos objectifs et les perspectives d'avenir offertes par la fusion des groupes Exxon et Mobil sont particulièrement prometteuses.

L'Exploration/Production a affiché, en 1999, un résultat en forte progression grâce à la hausse du prix du brut. En l'absence de découverte significative, le doublement de la production de Courbey a permis de compenser en partie la baisse de production liée au déclin des champs anciens, notamment de Chaunoy.

Le Raffinage a, en 1999, à nouveau, réalisé une performance opérationnelle remarquable avec un taux de fiabilité des installations extrêmement élevé (99,8 %). Le niveau d'investissement est resté soutenu, avec de nombreux projets mis en place, en particulier pour satisfaire de nouvelles exigences en matière d'environnement, notamment dans le secteur des carburants automobiles. D'autres projets importants sont en cours d'étude. Les marges de raffinage et de distribution ont atteint des niveaux historiquement bas, reflétant la difficulté constante -dans un marché particulièrement concurrentiel- de répercuter rapidement la hausse du prix du brut dans les prix des produits finis.

La fusion entre les groupes Exxon et Mobil, annoncée fin 1998, est effective depuis le 1er décembre 1999. Le rapprochement des opérations des deux groupes, notamment dans le domaine des lubrifiants, permettra à votre société de tirer le meilleur parti des opportunités nouvelles ainsi créées.

Face à une concurrence en profonde mutation et à un environnement toujours difficile, votre société dispose de tous les atouts nécessaires pour affronter l'avenir avec confiance : la qualité de son personnel, l'excellence de ses opérations, sa rigueur de gestion et le soutien du premier groupe pétrolier et pétrochimique mondial, Exxon Mobil Corporation.

Jean-Luc Randaxhe
Président-Directeur Général

LA CROISSANCE MONDIALE EST REPARTIE

L'économie mondiale a retrouvé en 1999 une croissance moyenne annuelle de 3 %, à comparer avec une moyenne de 2,4 % en 1998 et 4 % en 1997. Avec plus de 4 % de progression du produit intérieur brut en 1999, les Etats-Unis ont maintenu une croissance forte, sans regain d'inflation. En Europe, la croissance qui avait fléchi en début d'année a rebondi au deuxième semestre pour afficher 2,2 % en moyenne dans l'ensemble des pays, avec en corollaire une baisse du taux de chômage qui reste néanmoins élevé (10 % dans la zone Euro).
La forte reprise économique en Asie, moins de deux ans après la crise qui avait débuté en juillet 1997, a également contribué à la reprise de la croissance au niveau mondial. ■

LA CROISSANCE DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE RESTE VIGOUREUSE ET S'ACCÉLÈRE EN FIN D'ANNÉE

Avec une moyenne annuelle de 2,7 %, la croissance française a continué d'être, en 1999, une des meilleures d'Europe. La vigueur de la consommation des ménages encouragée par l'amélioration de l'emploi, la bonne tenue des exportations et la forte reprise des investissements, tant productifs que résidentiels, se sont relayés pour soutenir la croissance. L'inflation est restée maîtrisée, les prix à la consommation n'ayant augmenté en 1999 que de 0,5 % en moyenne annuelle (0,7 % en 1998). Le chômage a diminué et s'est établi à 11,2 % en moyenne contre 11,7 % en 1998 et 12,4 % en 1997. L'année 1999 aura également été excellente pour le marché automobile français qui, avec 2,15 millions d'immatriculations, réalise son meilleur score depuis 1991. ■

REMONTÉE SPECTACULAIRE DU PRIX DU BARIL SUITE À LA DISCIPLINE DE L'OPEP

L'année pétrolière 1999 aura été avant tout marquée par la spectaculaire remontée du prix du pétrole brut, parti d'à peine 10 $/baril en début d'année pour terminer l'année à plus de 25 $/baril, soit le plus haut niveau depuis la guerre du Golfe en 1991. Il aura suffi d'une reprise conjoncturelle de la demande et d'une plus grande discipline parmi les membres de l'OPEP pour que se déroule un scénario exactement inverse de celui qui avait conduit à l'effondrement des prix en 1998.
A l'automne 1997, la crise asiatique et le ralentissement de l'économie mondiale avaient provoqué un freinage de la demande de pétrole alors que l'OPEP venait de décider à Djakarta, en novembre 1997, le relèvement de 10 % de son plafond et que la production mondiale continuait de progresser. Il s'en est suivi un excédent conjoncturel de l'offre de pétrole, une remontée des stocks à un niveau record et la chute des cours du brut. En 1999, on assiste au scénario inverse. Face à la faiblesse des prix, les pays producteurs de pétrole, en particulier ceux de l'OPEP, tentent de réagir dès fin 1998 en réduisant l'offre. Le 12 mars 1999 à La Haye, les membres de l'OPEP ainsi que le Mexique, la Norvège et l'Oman s'entendent pour réduire leur production de 1,7 millions de barils/jour, qui, se cumulant aux réductions décidées en 1998, réduisent de 4,2 millions de barils/jour le plafond que l'organisation s'était fixé au 1er janvier 1998.
Dans le même temps, la demande pétrolière, stimulée par la croissance économique, progresse à nouveau, en particulier en Asie.
A une situation de surproduction mondiale et d'accumulation des stocks succède une situation de déficit de production. La réaction du marché ne tarde pas : les prix remontent à mesure que les stocks se dégonflent et que la discipline des membres de l'OPEP se confirme. Entre 1998 et 1999, la demande mondiale de pétrole aura progressé de 74,2 à 75,5 millions de barils/jour, alors que la production aura baissé de 75,5 à 74 millions de barils/jour. On observe l'effet d'un déséquilibre marginal de production sur l'évolution des prix qui ont varié du simple au double, à la baisse comme à la hausse. ■

LES MARGES DE RAFFINAGE SE DÉGRADENT

Les marges brutes de raffinage en Europe comme en France en 1999 ont été très faibles, parmi les plus basses historiquement. Selon les évaluations de la Dimah, la marge instantanée sur Brent est tombée à 1,61 $/baril (74 F/t) en moyenne annuelle contre environ 2,50 $/baril (110 F/t) en moyenne pour les trois années précédentes.
Les marges de raffinage se sont trouvées laminées entre la hausse continue du prix du brut et le retard à l'ajustement des prix sur le marché des produits, et ce, dans un contexte où les capacités de raffinage en Europe restent toujours excédentaires. De plus, les stocks de produits, très élevés en début d'année, ont baissé continuellement, contribuant également à la dégradation des marges.
Dans cet environnement, les volumes de brut traités ont reculé en France et en Europe. ■

CONSOLIDATION DE L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE AU NIVEAU MONDIAL

La consolidation des sociétés pétrolières au niveau mondial s'est poursuivie. Après la fusion BP-Amoco, la fusion Total-Fina et l'annonce de la fusion Exxon-Mobil, en 1998, les projets de fusion BP-Amoco-Arco et Total-Fina-Elf ont marqué le secteur énergétique en 1999. ■

L'ACTIVITÉ PÉTROLIÈRE EN FRANCE

Amont

En l'absence de découverte significative et dans un contexte de prix du brut longtemps déprimé, l'activité d'exploration/production a encore fortement reculé en 1999. La production de pétrole brut a continué de baisser avec une extraction totale de 1,5 million de tonnes de pétrole, soit une baisse de 10 % par rapport à 1998 ; la production de gaz naturel a également diminué de 10 %, descendant en dessous de 2 milliards de m³ de gaz commercialisé.

Marché intérieur

Sur le marché intérieur, la consommation de pétrole a progressé de 0,8 % en 1999. Les évolutions confirment les tendances observées les années précédentes.
La demande reste soutenue dans les usages transports. La demande de carburéacteur progresse de près de 9 % à 5,8 Mt, notamment grâce au développement du trafic aérien à Roissy-Charles de Gaulle. Les carburants routiers progressent globalement de 2,3 %, résultat d'une croissance soutenue de 3,8 % du marché du gazole moteur à 26,6 Mt, et du déclin modéré du marché des carburants essence de - 0,5 % à 14,5 Mt. Le marché du gazole a bénéficié de la croissance du trafic routier de marchandises et d'un taux de dieselisation toujours élevé et même en forte hausse dans les immatriculations neuves de voitures particulières (44 % en moyenne annuelle, 49,5 % en décembre). Dans les usages combustibles, la demande de fioul domestique se maintient à 17 Mt, la baisse de 2 % par rapport à 1998 résultant d'un hiver plus clément. Le fioul lourd décroît fortement : -12 % à 4,6 Mt, reflétant une baisse de la demande des centrales EDF ainsi que des usages industriels et résidentiels. Les utilisations non énergétiques progressent de 1 % grâce à la bonne tenue de la demande pétrochimique et du marché des bitumes.

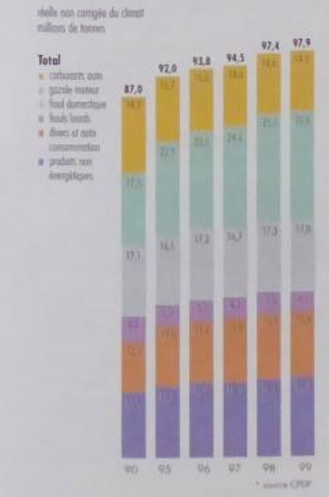
Raffinage

Dans un contexte de marges de raffinage très faibles, les raffineries françaises ont réduit notablement leur activité avec 83 Mt de brut traité, soit - 9,3 % par rapport à 1998 qui avait constitué une année record pour la décennie. Cela s'est traduit par une diminution des exportations et une forte augmentation des importations de produits finis. Le déséquilibre structurel de la production française par rapport à la demande a continué de s'aggraver, avec un déficit en hausse pour le gazole (- 8 Mt) et un excédent persistant sur les essences (3 Mt) et le fioul lourd (2,7 Mt).

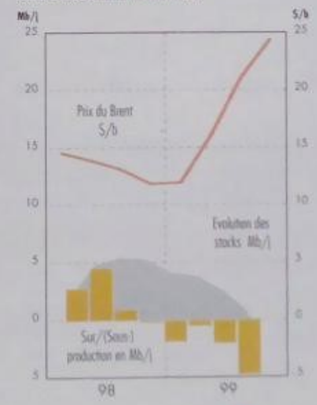
Distribution

Les marges de distribution en France, qui restent les plus basses d'Europe, ont continué à s'éroder pour tous les produits. Selon les chiffres de la Dimah, elles étaient en baisse de 1 c/l pour le super sans-plomb, de 3 c/l pour le gazole et de 5 c/l pour le fioul domestique.
Cette évolution reflète la difficulté rencontrée tout au long de l'année pour répercuter la hausse continue du prix des produits, consécutive à la hausse du prix du brut. ■

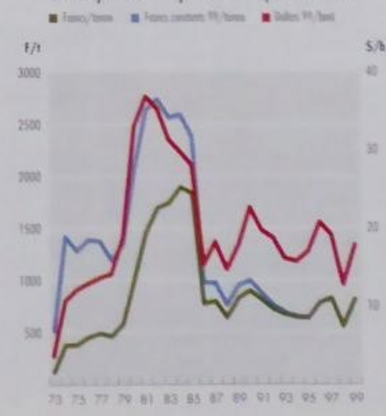
Consommation de produits pétroliers en France*



Evolution comparée du prix du Brent et des stocks mondiaux de brut



Coût moyen annuel du pétrole brut importé en France



RÉSULTATS 1999

Le résultat d'exploitation s'élève à (188) MF, en diminution de 898 MF par rapport à l'année 1998. L'activité Raffinage/Distribution enregistre un résultat d'exploitation négatif de 334 MF en raison de marges de raffinage et de distribution très dégradées suite à la hausse du prix du brut. L'activité Exploration/Production présente un résultat de 146 MF supérieur de 61 MF à celui de 1998, en raison de l'augmentation de plus de 40 % du prix moyen du pétrole brut.
Le résultat net consolidé du groupe est négatif de 184 MF en baisse de 666 MF par rapport à 1998. ■

EXPLORATION ET PRODUCTION

La production de pétrole brut a atteint 450 000 tonnes, en retrait de 12 % par rapport à 1998 en raison du déclin de la production de champs anciens, (principalement Chaunoy dans le Bassin Parisien, les Arbousiers et les Pins en Aquitaine), qui n'a été que partiellement compensé par l'apport de production de Tamaris (Aquitaine) et le doublement de la production de Courbey (Aquitaine).

En fin d'année, la production a également été affectée par l'arrêt de la production d'un certain nombre de champs, du fait des coupures de courant liées à la tempête de décembre.
Le développement du gisement de Courbey s'est poursuivi activement. Le puits Courbey 3 a été mis en injection en mars 1999 et a fait l'objet d'une fracturation hydraulique en juin, ce qui a permis de doubler sa capacité d'injection. Le puits Courbey 4 a confirmé l'extension du gisement vers le sud et a été mis en production en mai 1999.

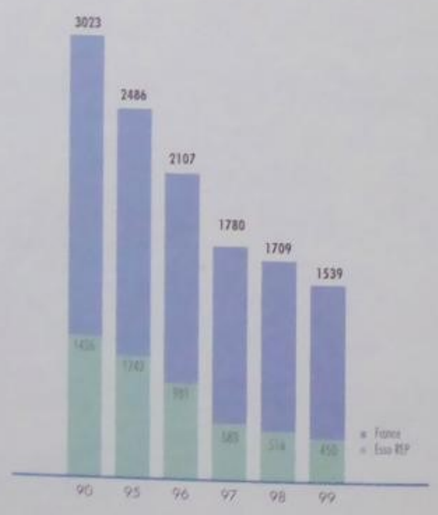
Des travaux de reconditionnement effectués sur les champs de Cazaux, les Pins et Chaunoy ont permis de réduire leur déclin naturel.

Le permis de Cap-Ferret Océan, en Aquitaine, a été renouvelé pour une période de 4 ans.

La hausse des prix du brut et la réduction continue des coûts opératoires ont contribué à l'amélioration des résultats financiers d'Esso REP malgré la baisse de la production.
Pour la troisième année consécutive, aucun accident du travail avec arrêt n'est survenu chez Esso REP, aussi bien pour le personnel Esso que pour celui des entreprises sous-traitantes. ■

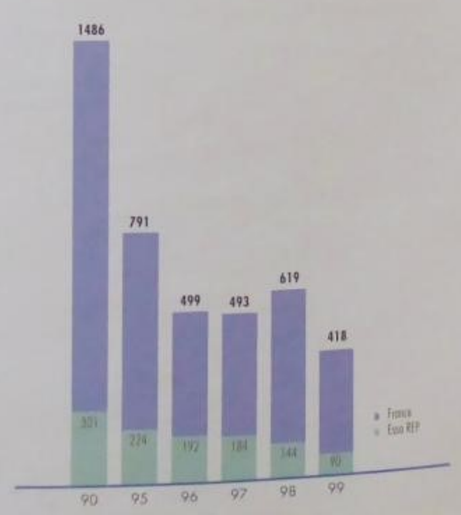
Production de pétrole brut en France

millions de tonnes



Dépenses annuelles d'exploration et de production en France

millions de francs



RAFFINAGE

La qualité des opérations des deux raffineries de Port-Jérôme et de Fos-sur-Mer (un objectif majeur pour Esso Raffinage S.A.F.) est restée excellente. La raffinerie de Fos-sur-Mer a atteint ses 10 ans sans accident avec arrêt pour le personnel Esso, le 19 décembre 1999.
Le fonctionnement des deux raffineries a été très satisfaisant en 1999, la raffinerie de Port-Jérôme établissant même un record de production d'huiles (500 kt) et de paraffines commerciales.
Un certain nombre de projets ont été mis en service avec succès, au cours de l'année :
- Dans un souci de qualité accrue des produits, des unités d'extraction de benzène dans les essences et de réduction du soufre des essences et du gazole ont été démarrées à Port-Jérôme et à Fos-sur-Mer. Ce projet permet de satisfaire les nouvelles normes fixées par l'Union européenne pour les carburants, et applicables au 1er janvier 2000.
- Pour contribuer à améliorer l'environnement local, Port-Jérôme a mis en service une unité d'épuration des gaz sortant de l'unité de récupération du soufre, ce qui réduit fortement les émissions de SO_2 dans l'atmosphère.
- Dans le cadre des arrêts de grand entretien fixés à échéance quinquennale, l'Inspection Métal de Fos-sur-Mer s'est déroulée en février 1999, tandis que la raffinerie de Port-Jérôme a effectué son grand arrêt en mars et avril 2000.

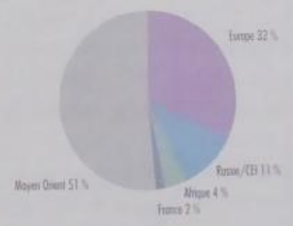
Soigneusement préparé, le passage à l'an 2000 s'est déroulé sans incident dans les deux raffineries, comme dans l'ensemble de la société.

Malgré l'excellence des opérations, combinée à une réduction continue des coûts, le bilan économique du raffinage en 1999 est décevant en raison de la forte dégradation des marges. A 74 F/t en moyenne annuelle selon les calculs de la Dimah contre 110 F/t en 1998, les marges brutes de raffinage ont été les plus mauvaises depuis plus de 10 ans.
Cette dégradation est principalement liée au retard avec lequel le marché des produits a reflété la hausse continue du prix des bruts et à l'excédent de capacité de raffinage en Europe. ■

DISTRIBUTION

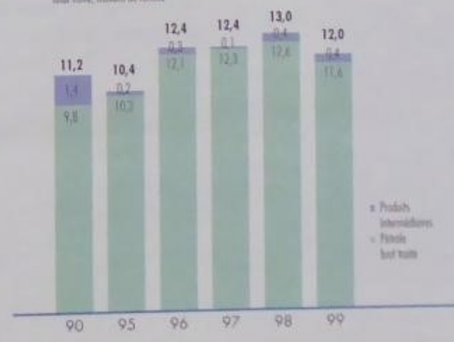
L'année 1999 a été marquée par l'achèvement du programme de rationalisation des dépôts pétroliers de Lyon/Port-Herriot, d'Ambès et de Port-la-Nouvelle, en association avec d'autres sociétés pétrolières, et par la vente du dépôt de Poitiers à la Sagess, organisme en charge de la gestion des stocks stratégiques français.
Conformément à la législation européenne mise en place pour lutter contre les émissions de composés organiques volatils, les dépôts de Lyon et Villeneuve-la-Rai ont été à leur tour équipés d'unités de récupération des vapeurs d'hydrocarbures.
Les travaux de modernisation et d'agrandissement du dépôt de Lyon, pour un montant de plus de 60 MF, se sont achevés au 3e trimestre, permettant ainsi d'optimiser les opérations en association avec Shell. ■

Pétrole brut traité dans les raffineries Esso en 1999
11,6 millions de tonnes



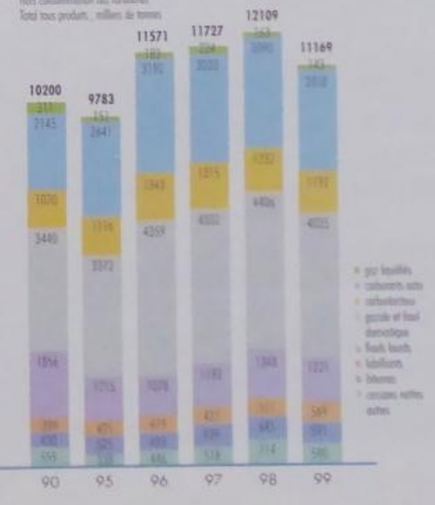
Activité des raffineries Esso

Total traité, millions de tonnes



Productions des raffineries Esso

Hors consommation des raffineries
Total tous produits, millions de tonnes



Lancement d'un test de nouveau concept de stations-service Esso Express

L'évolution du marché et des attentes des clients a conduit le groupe Exxon (et depuis le 30 novembre le groupe ExxonMobil) à développer, ces deux dernières années, un nouveau type de stations-service, en complément aux concepts déjà existants : les stations automates. Testées aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne dans un premier temps, des stations automates à la marque Esso Express ont été ouvertes en 1999.
Les caractéristiques de ces stations sont résolument tournées vers une satisfaction optimale de nos clients : ouverture 24 heures/24 et 7 jours sur 7, prix carburants compétitifs, paiement par carte ou en espèces, distributeurs automatisés de boissons chaudes et fraîches, ainsi que de bidons de lubrifiants, cabine téléphonique et, nouveauté, un distributeur de billets intégré à la station.
Pour renseigner la clientèle, des interphones sont installés au niveau des pompes et reliés 24 h/24 à un opérateur. Un système de vidéosurveillance avec transmission et enregistrement des images, couplé à un éclairage renforcé, assure une sécurité optimale.
Cette nouvelle génération de stations-service automates vient compléter une offre déjà très variée au sein de notre réseau. Les résultats de l'ensemble des tests mis en place en 1999 devraient être connus et analysés courant 2000.

Les activités commerciales

La position commerciale de la société s'est renforcée en 1999, avec une part de marché tous produits de 12,6 %. Les ventes globales sur le marché intérieur se sont élevées à 9,8 Mt.

Réseau

La stratégie du Réseau a continué d'être orientée vers la fidélisation des clients. Accueil, qualité des produits et des services, prix compétitifs ont participé avec succès à cet effort qui a permis, dans un contexte de prix agressifs de la part des grandes surfaces, de maintenir les volumes de ventes de carburants.
Pour la deuxième année consécutive, le chiffre d'affaires des boutiques Esso a connu une augmentation moyenne de près de 10 %, grâce à la diversification des produits et des services offerts et à leur attrait pour la clientèle.
Ce souci du client a été reconnu et récompensé par l'attribution du trophée Client (1er Prix) par le magazine *l'Entreprise*, pour le traitement efficace et professionnel des réclamations clients.
Parallèlement au développement de son réseau traditionnel de stations-service avec boutique, le Réseau a mis en place un programme de tests de stations automates baptisées Esso Express dans diverses régions.

Les campagnes promotionnelles désormais célèbres sur le mode "1 plein + 10 F = 1 BD" se sont poursuivies en 1999, avec les albums de *Blake et Mortimer*, mais aussi de *Snoopy, Achille Talon, les Schtroumpfs, Garfield* ou encore *Boule et Bill*. Ces opérations ont connu un vif succès tout comme le nouveau catalogue Esso Collection 2000. ■

Lubrifiants

La division Lubrifiants a continué à se concentrer sur l'amélioration de la qualité et de la notoriété de ses lubrifiants, en particulier automobiles. C'est à cette logique que répond de longue date le partenariat technique, commercial et sportif, entre Esso et Peugeot.

Le partenariat sportif verra en 2000 la première saison complète de la 206 WRC Peugeot Esso dans le Championnat du monde des Rallyes, après une saison d'entraînement 1999 prometteuse et riche en enseignements.

Reflet de l'importance accordée à la qualité, Esso Lubricants Europe, qui coordonne l'ensemble des activités Lubrifiants d'Esso en Europe, a obtenu la certification européenne ISO 9001 délivrée par la Lloyd's Register Quality Assurance Ltd. pour l'ensemble des opérations, depuis le développement des produits jusqu'à la qualité du service client. Certes beaucoup de sociétés, y compris les filiales Esso, ont déjà reçu des certifications ISO dans leur pays d'origine, mais Esso est désormais certifiée au niveau européen pour l'ensemble de ses activités Lubrifiants. Le Système européen de Gestion de la Qualité est applicable aux activités suivantes : le développement des produits, l'approvisionnement, la réception, les mélanges, la fabrication, le stockage, la distribution, les ventes, le marketing et le support technique au client, pour les lubrifiants et spécialités, conditionnés et en vrac.

Des nouveaux bidons de 5 litres communs à tous les réseaux européens ont été distribués dès avril 1999 dans les rayons lubrifiants de la grande distribution en France. Ces bidons, munis d'un nouveau bec verseur et de deux poignées pour une meilleure prise en main, ont été conçus en intégrant les résultats de nombreux tests consommateurs. ■

Bitumes et Emulsions

Les ventes de bitumes se sont maintenues à un niveau similaire à celui de 1998, dans un marché en légère croissance. Cependant, la hausse forte et continue du prix du brut en 1999, et donc du coût de la matière première, ont pesé sur les résultats d'ensemble de cette activité. ■

Aviation

Le marché du carburéacteur a encore connu une très forte progression en 1999, porté par l'essor du transport aérien et par la croissance soutenue de l'activité de l'aéroport Roissy-Charles de Gaulle, seul aéroport européen avec des perspectives de développement de capacité continu pour les 15 prochaines années. Les ventes de carburéacteur ont progressé au rythme du marché et devraient continuer sur cette lancée, compte tenu du développement prévu des vols transatlantiques, notamment pour l'aviation d'affaires dans les prochaines années. Pour accompagner ce développement, Esso S.A.F. a passé en 1999 un accord de partenariat sur le site du Bourget pour la mise en place d'un centre AVITAT.
AVITAT est une marque déposée du groupe ExxonMobil et dispose d'un des plus larges réseaux de centres de service à l'aviation d'affaires, tant en Amérique du Nord qu'en Europe. ■

GPL

Le partenariat avec Primagaz s'est poursuivi mais la progression du marché du GPL (+1,5 % en 1999) n'a pas répondu aux attentes. Le marché du propane a stagné, en partie à cause d'un hiver plus clément ; celui du GPL carburant a progressé de 32 %, mais il reste encore très faible (0,5 % des carburants), et en deçà des prévisions des opérateurs. ■

La saison 1999 de la 206 WRC : une saison d'essais avant la grande première

Mai 1999. Dès ses débuts en Corse, la nouvelle venue de l'équipe Peugeot-Esso confortait les espérances de ses constructeurs et partenaires, et s'inscrivait déjà dans la lignée des grands succès du partenariat sportif Peugeot-Esso depuis plus de 37 ans. Après cet heureux baptême du feu, la 206 WRC n'a cessé de confirmer son très fort potentiel, tant sur les routes pierreuses et cassantes du Rallye de l'Acropole que sur les pistes rapides du Rallye des 1 000 Lacs en Finlande. Au San Remo, elle frôlait la 1re place pour finalement gagner la seconde, forçant ainsi l'admiration du public venu nombreux et des pilotes vedettes du Championnat. Au fil des rallyes, l'équipe Peugeot-Esso n'aura cessé d'améliorer les qualités techniques de la voiture. Les pilotes François Delecour, Marcus Grönholm et Gilles Panizzi auront brillé par leurs exploits respectifs et les nombreuses spéciales remportées au cours des différentes épreuves. La saison 1999 aura été celle des améliorations continues pour commencer la saison 2000 avec une 206 WRC prête à tenir le haut du pavé. En 2000, la 206 WRC revient donc dans la course pour sa première saison complète avec une nouvelle robe gris métallisé aux couleurs Peugeot Esso et une féroce envie de gagner ! Un championnat de 14 épreuves à travers le monde, haut en couleur et en émotion, et qui devrait confirmer le potentiel de la dernière née de chez Peugeot.
Esso continue donc sa contribution sportive avec Peugeot, en fournissant un lubrifiant de haute qualité -ESSO Ultron-, ainsi qu'un appui technique et un savoir-faire solides.

Esso : Entreprise Citoyenne

Esso a poursuivi ses actions dans divers partenariats avec les communautés environnantes et notamment avec les lycées de Rueil-Malmaison. Ce partenariat Entreprises-Ecoles, signé en 1992, s'est développé sous un angle pédagogique, dans la perspective de soutenir les initiatives des jeunes lycéens eux-mêmes.
Il s'agit d'une part de l'organisation de stages proposés aux étudiants et à leurs professeurs, à la fois au siège social et à la raffinerie de Port-Jérôme. Montrer aux futurs jeunes embauchés de demain et à leurs enseignants les différents métiers ainsi que le fonctionnement réel d'une installation aussi complexe que la raffinerie, tel est le but de ces stages. Plus largement, il s'agit là de favoriser les rencontres et les échanges entre deux mondes qui ont généralement peu de liens : l'enseignement et l'entreprise. La diversité des métiers est exposée par des salariés Esso de chacune des directions, qui évoquent tour à tour leur formation, leur intégration dans le monde du travail, leur parcours dans la société et la réalité des métiers du pétrole.
Parallèlement, un concours baptisé Essor a été mis en place pour soutenir les initiatives culturelles, sociales, humanitaires ou sportives des jeunes lycéens. Les différents projets présentés font l'objet d'une sélection rigoureuse basée sur des critères tels que l'esprit d'équipe, l'originalité et la pérennité du projet, et bénéficient d'une bourse. Chacun des projets primés fait l'objet d'un suivi.
Le programme Essor vient en complément d'une formation purement scolaire et vise à favoriser l'autonomie et l'initiative personnelle des jeunes. Depuis leur création, les bourses Essor ont permis de primer de nombreux projets, en France ou à l'étranger, dans le cadre d'actions humanitaires ou d'échanges culturels.

Ventes en gros de produits pétroliers

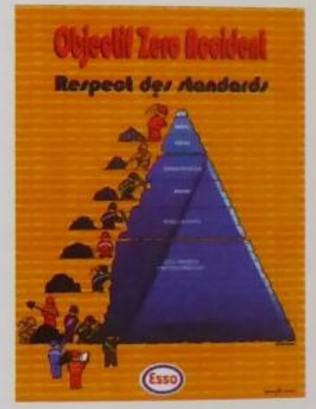
A partir de ses raffineries et dépôts, Esso S.A.F. approvisionne en grands produits (essence, gazole, fioul domestique et fioul lourd) ses clients industriels et transporteurs, les revendeurs, les centrales d'achats et sa filiale de distribution Worex. Cette activité couvre 6,5 % des besoins du marché français.
Sur le marché des combustibles pétroliers, la demande française en fioul domestique a diminué de 2,1 % par rapport à 1998, principalement en raison d'un hiver plus clément. Esso S.A.F. a maintenu et même augmenté sa part de marché tant à travers sa filiale Worex que par les ventes à revendeurs. Cependant la progression des grandes surfaces sur le marché de détail du fioul domestique à hauteur d'environ 5 % constitue le signe d'une concurrence encore accrue sur ce marché difficile.

La demande de fioul lourd Industrie et EDF a diminué de 13 % après une année 1998 particulièrement forte. La réduction a porté principalement sur la qualité haute teneur en soufre (-28 %) alors que la demande en qualité basse teneur en soufre s'est maintenue. Esso S.A.F. a su adapter son offre et maintenir sa part de marché dans l'Industrie. Après une hausse conjoncturelle en 1998 liée à des arrêts de centrales nucléaires pour maintenance, les besoins d'EDF ainsi que les ventes d'Esso S.A.F. à EDF ont fortement baissé.

Les ventes en gros de carburants essence et gazole aux revendeurs et aux centrales d'achat des grandes surfaces ont continué à progresser dans un contexte de croissance de la part du marché de détail des grandes surfaces. ■

Résultats Sécurité

Les résultats sécurité d'Esso en 1999 ont continué d'être parmi les meilleurs de l'industrie avec un taux de fréquence de 0,6 accident par million d'heures travaillées, incluant le personnel des entreprises sous-traitantes travaillant sur les différents sites du groupe. Les performances sécurité, tant côté raffinage que côté exploration, ont été couronnées par l'attribution, par le Groupe d'Etude de Sécurité des Industries Pétrolières (GESIP), de quatre Trophées Performance Sécurité.



La priorité à la sécurité dans la culture d'entreprise a continué à guider la démarche d'Esso à travers l'organisation de diverses manifestations et animations en interne et en externe :
• Une brochure intitulée "Objectif Zéro Accident" a ainsi été distribuée à tout le personnel et aux entreprises extérieures, afin de communiquer sur le contenu et les outils du programme sécurité de la société.
• L'année 1999 aura également été marquée par la préparation de la troisième édition du Festival Film et Sécurité. Il s'agit là d'un concours vidéo ouvert à tous ceux qui souhaitent présenter leur propre image de la sécurité. En 1998, 76 films étaient en compétition et plus de 2 000 personnes avaient assisté aux débats autour de sujets aussi variés que "La protection des biens et des personnes" ou encore " Sport et Sécurité". ■

Ressources humaines

Esso S.A.F. / Esso Raffinage S.A.F. / Esso REP

	1999	1998
Effectifs au 31 décembre	1793	1831
Recrutement	71	58
Évolution des salaires (en %) de décembre à décembre pour le personnel en place durant toute l'année	3,4	3,5
Activités de formation • en % de la masse salariale • du temps de travail	3,5 4j/pers.	3,4 4,6j/pers.

L'année 1999 aura été marquée par la mise en place des 35 heures, suite à la signature d'un accord d'entreprise début 1999, complété ultérieurement par un accord particulier pour le personnel posté en 3x8 continu.

Le recrutement d'ingénieurs et de cadres débutants s'est poursuivi sur un rythme soutenu, en augmentation par rapport à 1998.

La société Esso a continué de s'impliquer activement dans la mise en place de structures internationales au sein du groupe Exxon. La fusion Exxon-Mobil annoncée le 30 novembre 1999 s'accompagnera d'un renforcement de ce processus.
Un projet de réorganisation des activités de la société, en partie lié à la fusion des groupes Exxon et Mobil, a été présenté en fin d'année 1999 aux instances représentatives du personnel. Des mesures sociales d'accompagnement des réorganisations, qui seront éventuellement décidées dans le courant de l'année 2000, ont également été présentées en début d'année. ■

Perspectives

Face à la concurrence de la grande distribution, à la volatilité des prix du brut et à la faiblesse des marges de raffinage qui pèsent sur ses résultats, Esso S.A.F. a poursuivi avec succès ses efforts d'adaptation et de réduction des coûts.
Esso S.A.F. participe à la mise en place par le groupe Exxon, et maintenant le groupe ExxonMobil, de centres d'expertise européens ou mondiaux dans les domaines opérationnels et fonctionnels. Ceux-ci lui permettent d'avoir accès aux meilleures pratiques mondiales et d'optimiser ainsi ses propres opérations. Les synergies déjà développées avec Exxon Chemical France se poursuivent activement. Elles visent à mettre en commun l'essentiel des services supports des deux sociétés et d'en optimiser ainsi la gestion : entretien, inspection, laboratoire, études et travaux neufs, gestion du personnel, support administratif, etc.

La rationalisation des dépôts et la création de partenariats avec les autres sociétés pétrolières permettent de réduire les coûts de distribution et de rendre le réseau Esso plus compétitif.
D'autres projets sont en cours d'étude ou de développement :
• Un nouveau système informatique à la fois comptable et de gestion, commun à l'ensemble des affiliées raffinage/distribution d'ExxonMobil, sera mis en place en 2000.
• Un vaste chantier est en place pour le passage final à l'euro (2002).
• Dans le raffinage, les études se poursuivent pour l'adaptation des raffineries aux futures spécifications européennes des carburants prévues pour 2005.
D'autres études de configuration de raffinage évaluent les remodelages possibles pour améliorer le taux de conversion en produits blancs, et réduire la production de fioul lourd à haute teneur en soufre dont les débouchés sont voués à une réduction considérable à terme en Europe dans le cadre des directives européennes sur la qualité de l'air.
Fin 1998, Exxon et Mobil ont annoncé leur fusion au niveau mondial au sein d'une nouvelle société Exxon Mobil Corporation. La dissolution préalable de l'association BP-Mobil en Europe a été imposée par la Commission européenne. Un accord de principe de dissolution a été annoncé par les deux sociétés le 7 décembre 1999. La Commission européenne a donné son aval à cet accord le 3 février 2000.
Cette fusion ouvre de nouvelles perpectives de rapprochement entre la raffinerie Mobil de Notre-Dame de Gravenchon et la raffinerie Esso de Port-Jérôme.
Les deux raffineries produisant des quantités importantes de lubrifiants, Esso et Mobil auront ensemble une forte présence dans la production de lubrifiants en France et en Europe, présence renforcée par la raffinerie Lubrifiants de Dunkerque, dont la part actuellement détenue par BP est destinée à être reprise par Mobil Oil Française. ■

Un nouveau supercarburant

Dans le cadre des programmes Auto-Oil I et II mettant en place les nouvelles normes environnementales, Esso a poursuivi la mise en place des projets déjà commencés en 1998.

Conformément à la législation européenne, la réduction de la teneur en benzène des carburants à 1 %, a été satisfaite avant même l'échéance du 1er janvier 2000, au prix d'investissements de plusieurs dizaines de millions de francs dans chacune de nos raffineries.

La disparition du super plombé et son remplacement par le nouveau supercarburant auront également été un des grands projets de l'année pour la distribution de carburants. Conformément à la législation européenne, l'essence plombée jugée trop polluante a cessé d'être commercialisée au 1er janvier 2000, pour être remplacée par le supercarburant, un Super Sans Plomb 98 contenant un additif spécifique anti-récession des soupapes, à base de potassium. Tout comme les Super sans Plomb 95 et 98, il est conforme aux normes environnementales exigées en matière de teneur en benzène, aromatiques, soufre, etc.

Enfin, la mise en place d'un dispositif de récupération de vapeurs lors de la distribution de carburants aux véhicules, dans les stations-service délivrant plus de 3 000 m³ d'essence par an, a débuté dans le réseau Esso en 1999. Ce projet se poursuivra en l'an 2000 afin de satisfaire aux normes européennes avant l'échéance du 30 juin 2000. L'ensemble des stations-service du réseau Esso sera ainsi mis en conformité grâce à l'installation d'un système de "récupération assistée".

RÉSULTATS ESSO S.A.F.

millions de F	1999		1998	
Chiffre d'affaires hors taxe intérieure	20 285		16 221	
Taxe intérieure	13 783		13 181	
Chiffre d'affaires taxe intérieure comprise		34 068		29 402
Production stockée/(déstockée) et divers		484		(414)
• Total des produits d'exploitation		34 552		28 988
Charges d'exploitation hors amortissements	(33 024)		(28 441)	
Amortissements	(235)		(250)	
• Total des charges d'exploitation		(33 259)		(28 691)
Résultat d'exploitation		**1 293**		**297**
Résultat financier		**79**		**175**
Résultat courant		**1 372**		**472**
Dotation/Reprise de provision pour fluctuation des cours		441		441
Dotation/Reprise de provision pour hausse des prix		(1 329)		0
Amortissements dérogatoires		61		22
Autres éléments exceptionnels		(115)		60
Résultat exceptionnel		**(942)**		**523**
Participation des salariés		2		(27)
Impôts sur les sociétés		(119)		(294)
Résultat net		**313**		**674**

RÉSULTATS FINANCIERS DES 5 DERNIÈRES ANNÉES POUR ESSO S.A.F.

	1995	1996	1997	1998	1999
I. CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social (MF)	595,9	595,9	595,9	595,9	595,9
Nombre d'actions ordinaires existantes [1]	11 917 960	11 917 960	11 917 960	11 917 960	11 917 960
Nombre d'obligations convertibles en actions	-	-	-	-	-
Nombre de parts bénéficiaires	-	-	-	-	-
II. OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE (MF)					
Chiffre d'affaires hors TVA	28 568,3	32 950,5	33 678,3	29 401,7	34 068,6
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions (reprises de provisions déduites)	193,8	986,4	816,0	622,3	1 594,9
Impôts sur les bénéfices	(22,1)	(13,0)	324,8	294,8	119,0
Participation des salariés	1,0	0,7	14,8	26,9	(2,3)
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations nettes aux amortissements et provisions	121,2	71,6	539,5	673,5	313,4
Résultat distribué	297,9	143,0	297,9	297,9	297,9 [2]
III. RÉSULTAT PAR ACTION (F)					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions (reprises de provisions déduites)	18,03	83,79	39,98	25,23	124,03
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations nettes aux amortissements et provisions	10,17	6,01	45,26	56,51	26,30
Dividende attribué à chaque action (avoir fiscal inclus)	37,50	18,00	37,50	37,50	37,50 [2]
IV. PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	1 145	1 102	1 004	896	866
Montant de la masse salariale (MF)	420,0	410,6	414,0	368,5	366,1
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité Sociale et prévoyance, congés de fin de carrière, œuvres sociales) (MF)	332,4	284,9	331,7	319,7	272,0

(1) Actions détenues pour 81,55 % par Exxon Mobil Corporation, via Esso Eastern Inc. (2) Montant dont la distribution est proposée par le Conseil d'Administration.
Nota : les montants négatifs sont indiqués entre parenthèses ( ).

RÉSULTATS DU GROUPE ESSO S.A.F.

Le résultat d'exploitation du groupe passe de 710 MF à une perte de 188 MF, en diminution de 898 MF par rapport à 1998. En Exploration/Production la hausse du résultat d'exploitation s'explique par la hausse des prix du brut. La diminution du résultat des activités de Raffinage/Distribution de 959 MF reflète principalement la forte dégradation des marges de raffinage et de distribution.
Après un résultat financier positif de 1 MF, le résultat courant consolidé s'établit à (187) MF contre 795 MF en 1998.
Le résultat exceptionnel, une perte de 68 MF, comprend notamment une dotation pour restructuration de 35 MF et 17 MF de frais d'exploration.
Après prise en compte des impôts courants, des mouvements d'impôts différés, et de la part des minoritaires dans le résultat d'Esso REP, le résultat consolidé du groupe est une perte de 184 MF contre un profit de 482 MF en 1998.

ASPECTS FINANCIERS D'ESSO S.A.F.

Le chiffre d'affaires de 34 069 MF est en hausse par rapport à 1998 en raison de la hausse des prix du brut. Compte tenu des mouvements de stocks, les produits d'exploitation sont de 34 553 MF.
Les charges d'exploitation de 33 259 MF incluent, à hauteur de 13 776 MF, la taxe intérieure prélevée sur les produits vendus. La dotation aux amortissements, comprise dans ces charges, est de 235 MF.
Le résultat d'exploitation est un profit de 1 293 MF, à comparer à un profit de 297 MF obtenu en 1998. Cette hausse s'explique principalement par l'impact positif de la variation d'effet prix sur stocks, positif de 1 504 MF en 1999 à comparer à 666 MF négatif en 1998, soit 2 170 MF, qui est partiellement compensé par la forte dégradation des marges de raffinage et de distribution en raison de la hausse du prix du brut.
Le résultat financier est positif de 79 MF, dont 48 MF de dividendes reçus d'Esso REP (69 MF en 1998).

Le résultat exceptionnel négatif de 942 MF comprend une reprise de la provision pour fluctuation des cours de 443 MF suite à la loi de Finances 1998 et une dotation de la provision pour hausse des prix de 1 329 MF.
Après prise en compte de la participation et des impôts, le résultat net 1999 est un profit de 313 MF.

Conformément aux dispositions légales, nous vous rappelons le montant des distributions des trois derniers exercices :

Exercice	Nombre d'actions à rémunérer	Dividende net	Avoir fiscal	Revenu global
1996	11 917 960 F	12,00 F	6,00 F	18,00 F
1997	11 917 960 F	25,00 F	12,50 F	37,50 F
1998	11 917 960 F	25,00 F	12,50 F	37,50 F

Les comptes annuels au 31 décembre 1999 font apparaître un bénéfice de 313 399 119,17 F auquel est ajouté le report à nouveau précédent soit :

• Bénéfice de l'exercice 1999	313 399 119,17 F
• Report à nouveau	835 098 043,48 F
soit un total de	**1 148 497 162,65 F**

de la façon suivante :

• Dividende net	297 949 000,00 F
• Report à nouveau	850 548 162,65 F
soit un total de	**1 148 497 162,65 F**

Le dividende net ressort à 25 F pour chacune des 11 917 960 actions de 50 F de nominal, auquel s'ajoute l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de 12,50 F, soit un revenu global de 37,50 F.
Il est rappelé qu'un acompte de 10 F par action, auquel s'ajoute un avoir fiscal de 5 F a été mis en paiement le 16 février 2000.
Le solde du dividende ressort donc à 15 F par action auquel s'ajoute un avoir fiscal de 7,50 F. Ce dividende sera mis en paiement le 28 juin 2000.

PARTICIPATIONS

La société a pris cette année une participation de 45 % dans la société par actions simplifiée Liants Routiers de Midi-Pyrénées et de 30 % dans la société par actions simplifiée Les Liants d'Auvergne.

LES ADMINISTRATEURS D'ESSO S.A.F.

Le mandat des administrateurs venant à expiration chaque année, lors de l'assemblée générale, nous vous demandons de bien vouloir leur donner quitus de leur gestion pour l'exercice 1999 et de procéder aux élections au Conseil d'Administration.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

Conversion du capital social en euros
A la suite de l'introduction de la monnaie unique européenne, toutes les sociétés ont la faculté de convertir leur capital social en euros pendant la période transitoire depuis le 1er janvier 1999, étant entendu que cette conversion sera automatique le 1er janvier 2002 si elle n'est pas intervenue auparavant.

L'étude des différentes méthodes de conversion autorisées par la loi nous a conduits à conclure que dans le cas de votre société, il était préférable de procéder par conversion de la valeur nominale des actions ; en l'arrondissant vers le haut, le nominal actuellement exprimé en francs serait converti en euros, au cinq cents d'euro supérieur.

En conséquence, le conseil d'Administration propose à l'Assemblée de décider la conversion du capital social d'Esso S.A.F. en euros au moyen de la conversion de la valeur nominale de l'action, sur la base de la conversion proposée, 7,65 euros. Il serait procédé, pour se faire, à une augmentation de capital de 2 153 700,51 francs (soit 328 329,53 euros) par incorporation à due concurrence de réserves.

La conversion devant être réalisée au plus tard le 31 décembre 2001, nous vous proposons de décider cette conversion et l'augmentation de capital corrélative, puis de conférer tous pouvoirs au Conseil d'Administration, celui-ci pouvant déléguer ses pouvoirs au Président, pour réaliser cette conversion et procéder à la modification des statuts.

VENTES

	1999		1998		1997	
Ventes totales d'Esso S.A.F. correspondant au chiffre d'affaires commercial	milliers de tonnes	%	milliers de tonnes	%	milliers de tonnes	%
Carburants auto	2 669	19,3	2 636	19,1	2 534	19,2
Distillats	6 173	44,7	5 916	43,0	5 614	42,4
Fiouls lourds	1 535	11,1	1 657	12,0	1 458	11,0
Autres produits	3 420	24,9	3 559	25,9	3 621	27,4
Total produits finis	**13 797**	**100,0**	**13 768**	100,0	**13 227**	100,0
Pétrole brut & bases pour la chimie	2 152	–	2 028	–	2 125	–
TOTAL	**15 949**	–	**15 796**	–	**15 352**	–
Dont exportations et soutes étrangères	2 290	–	2 883	–	2 553	–

DONNÉES FINANCIÈRES DU GROUPE ESSO S.A.F.

millions de F	1999	1998
Résultat d'exploitation Exploration/Production	146	85
Résultat d'exploitation opérationnel Raffinage/Distribution	(334)	1 070
Résultat d'exploitation opérationnel	**(188)**	**1 155**
Dépréciation inventaire LIFO	0	(445)
Résultat d'exploitation	**(188)**	**710**
Résultat financier	**1**	**85**
Résultat courant	**(187)**	**795**
Résultat exceptionnel	**(68)**	**(2)**
Participation des salariés	2	(41)
Impôts courants et différés	73	(265)
Résultat après impôts	(180)	487
Intérêts minoritaires	(4)	(5)
RÉSULTAT NET DU GROUPE	**(184)**	**482**

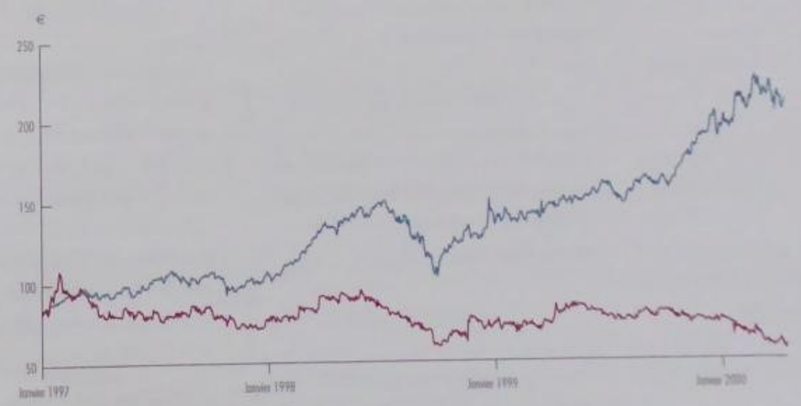
Nota : les montants négatifs sont indiqués entre parenthèses ( )

CHIFFRES CLÉS DU GROUPE ESSO S.A.F.

	1999	1998	1999	1998
Éléments relatifs au compte de résultat	MF	MF	M€	M€
Chiffre d'affaires	36 900	32 035	5 625	4 884
Résultat net	(184)	482	(28)	73
Résultat d'exploitation	(188)	710	(29)	108
Résultat courant comptable	(187)	795	(29)	121
Capacité d'autofinancement	178	896	27	137
Éléments relatifs au bilan	MF	MF	M€	M€
Capital social	596	596	91	91
Capitaux propres	3 646	4 128	556	629
Dettes financières	714	386	109	59
Valeurs immobilisées nettes	4 017	3 968	612	605
Autres éléments	F	F	€	€
Dividende brut par action	37,50 (1)	37,50	5,72 (1)	5,72
Bénéfice net par action	26,30	56,51	4,01	8,61

(1) Montant dont la distribution est proposée par le Conseil d'Administration

EVOLUTION DU COURS DE L'ACTION D'ESSO S.A.F.



Première Résolution

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux Comptes sur l'exercice 1999, approuve tels qu'ils ont été présentés les comptes de cet exercice. Elle approuve également les opérations traduites par ces comptes ou résumées dans ces rapports. ■

Deuxième Résolution

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial établi par les Commissaires aux Comptes sur les conventions visées aux articles 101 et suivant de la loi du 24 juillet 1966 déclare approuver les conventions mentionnées. ■

Troisième Résolution

L'Assemblée Générale, sur la proposition du Conseil d'Administration, décide d'affecter les bénéfices disponibles, à savoir :

• Bénéfice de l'exercice 1999	313 399 119,17 F
• Report à nouveau	835 098 043,48 F
soit un total de	**1 148 497 162,65 F**

de la façon suivante :

• Dividende net	297 949 000,00 F
• Report à nouveau	850 548 162,65 F
soit un total de	**1 148 497 162,65 F**

Le dividende net ressort à 25 F pour chacune des 11 917 960 actions de 50 F de nominal, auquel s'ajoute l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de 12,50 F, soit un revenu global de 37,50 F.
Il est rappelé qu'un acompte de 10 F par action, auquel s'ajoute un avoir fiscal de 5 F, a été mis en paiement le 16 février 2000.
Le solde du dividende ressort donc à 15 F par action, auquel s'ajoute un avoir fiscal de 7,50 F. Ce dividende sera mis en paiement le 28 juin 2000.
L'Assemblée Générale constate que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice	Nombre d'actions à rémunérer	Dividende net	Avoir fiscal	Revenu global
1996	11 917 960 F	12,00 F	6,00 F	18,00 F
1997	11 917 960 F	25,00 F	12,50 F	37,50 F
1998	11 917 960 F	25,00 F	12,50 F	37,50 F

Quatrième Résolution

L'Assemblée Générale donne aux administrateurs quitus de leur gestion pour l'exercice 1999. ■

Cinquième Résolution

L'Assemblée Générale élit comme administrateur pour une durée expirant à la date de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2000 : Monsieur Olivier Bouygues. ■

Sixième Résolution

L'Assemblée Générale élit comme administrateur pour une durée expirant à la date de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2000 : Monsieur Philippe Dulac. ■

Septième Résolution

L'Assemblée Générale élit comme administrateur pour une durée expirant à la date de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2000 : Monsieur Patrick Heinzle. ■

Huitième Résolution

L'Assemblée Générale élit comme administrateur pour une durée expirant à la date de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2000 : Monsieur Jean-Luc Randaxhe. ■

Neuvième Résolution

L'Assemblée Générale élit comme administrateur pour une durée expirant à la date de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2000 : Monsieur Roland Vardanéga. ■

Dixième Résolution

L'Assemblée Générale élit comme administrateur pour une durée expirant à la date de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2000 : Monsieur Jean Verré. ■

Onzième Résolution

L'Assemblée Générale fixe à 320 000 F le montant des jetons de présence alloués au Conseil d'Administration pour l'exercice 2000. ■

Douzième Résolution

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copie ou d'extrait du procès-verbal de la présente assemblée pour accomplir toutes les formalités de dépôt et de publication prévues par la loi. ■

Treizième Résolution

L'Assemblée Générale Extraordinaire statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration, décide :
• d'exprimer en euros le montant du capital social au moyen de la conversion de la valeur nominale des actions qui le composent ;
• de procéder en conséquence à une augmentation du capital social de 328 329,53 euros en prélevant la somme correspondante (soit 2 153 700,51 francs, équivalent à 328 329,53 euros) sur les réserves réglementées. A l'issue de cette augmentation de capital, le capital social d'Esso S.A.F. se monte à 91 172 394 euros. ■

Quatorzième Résolution

L'Assemblée Générale Extraordinaire, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration, décide de donner au Conseil d'Administration tous pouvoirs avec faculté de subdélégation à son Président dans le respect des dispositions législatives et réglementaires applicables, pour mettre en œuvre la présente délégation à l'effet notamment de déterminer la date de conversion du capital en euros, ainsi que de procéder aux modifications correspondantes des statuts, prendre toutes mesures et accomplir toutes formalités. ■

Compte de Résultat de l'exercice 1999 page 18
Bilan au 31 décembre 1999 page 19
Annexe au Bilan et au Compte de Résultat page 20
Tableau de Financement page 24
Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés page 24

Groupe Esso S.A.F.

Compte de résultat de l'Exercice 1999

millions de F	1999	1998
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	36 900,0	32 035,1
Production stockée	(98,7)	(191,2)
Solde échanges inter-confrères - Produits pétroliers	(272,2)	(167,6)
Production immobilisée et divers	207,9	324,2
TOTAL	**36 737,0**	**32 000,5**
Charges d'exploitation		
Achats matières premières, approvisionnements	13 083,3	9 327,7
Variation de stocks	51,7	127,9
Autres achats et charges externes	7 964,3	6 554,0
Impôts, taxes et versements assimilés	13 999,4	13 339,6
Charges de personnel	1 146,5	1 225,6
Dotations aux amortissements et provisions : • raffinage/distribution	524,8	553,0
• production	74,2	85,6
Autres charges	81,6	77,2
TOTAL	**36 925,8**	**31 290,6**
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION	**(188,8)**	**709,9**
Produits financiers		
Participations	35,0	27,8
Intérêts reçus et autres	43,3	50,3
Différences positives de change	33,0	51,8
TOTAL	**111,3**	**129,9**
Charges financières		
Intérêts payés	10,3	21,5
Différences négatives de change	99,5	23,3
Autres	0,2	0,0
TOTAL	**110,0**	**44,8**
2. RÉSULTAT FINANCIER	**1,3**	**85,1**
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	**(187,5)**	**795,0**
Produits exceptionnels		
Opérations de gestion et en capital	31,3	153,2
Reprises de provisions	32,2	146,2
TOTAL	**63,5**	**299,4**
Charges exceptionnelles		
Amortissements des frais d'exploration	17,1	58,7
Opérations de gestion et capital	54,2	217,5
Dotations aux provisions	59,9	25,1
TOTAL	**131,2**	**301,3**
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (1)	**(67,7)**	**(1,9)**
Participation et intéressement	2,3	(40,6)
Impôts courants et taxes sur dividendes	(143,0)	(330,3)
Variation des impôts différés	215,4	65,5
Intérêts minoritaires dans Esso REP	**(3,9)**	**(5,3)**
RÉSULTAT DU GROUPE	**(184,4)**	**482,4**

(1) En 1999, le résultat exceptionnel comprend notamment 17 MF de frais d'exploration.
Nota : Les montants négatifs sont indiqués entre parenthèses ( ).

Bilan au 31 décembre 1999

millions de F Avant répartition **Actif**	1999 Montants bruts	1999 Amortissements et provisions	1999 Montants nets	1998 Montants nets
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
• Frais d'exploration pétrolière	17,1	(17,1)	0,0	0,0
• Autres	493,5	(108,1)	385,4	309,6
Immobilisations corporelles				
• Secteur raffinage/distribution	7 406,9	(4 650,3)	2 756,6	2 780,3
• Secteur production	2 577,2	(1 910,6)	666,6	668,1
Immobilisations financières	212,3	(3,8)	208,5	209,8
TOTAL I	**10 707,0**	**(6 689,9)**	**4 017,1**	**3 967,8**
Actif circulant				
Stocks et en-cours	1 443,9	(4,9)	1 439,0	1 586,7
Créances clients et comptes rattachés	2 403,4	(15,7)	2 387,7	1 105,7
Autres créances	1 865,8	(0,2)	1 865,6	1 841,3
Disponibilités	87,6	–	87,6	45,2
Charges constatées d'avance	118,4	–	118,4	120,7
TOTAL II	**5 919,1**	**(20,8)**	**5 898,3**	**4 699,6**
Charges à répartir sur plusieurs exercices	**4,0**	**–**	**4,0**	**6,3**
TOTAL GÉNÉRAL	**16 630,1**	**(6 710,7)**	**9 919,4**	**8 673,7**

millions de F **Passif**	1999	1998
Capitaux propres du groupe		
Capital social	595,9	595,9
Primes d'émission et de fusion	66,4	66,4
Réserves consolidées	3 166,0	2 981,6
Résultat de l'exercice	(184,4)	482,4
Subvention d'investissement	2,0	2,1
TOTAL I	**3 645,9**	**4 128,4**
Intérêts minoritaires dans Esso REP	**11,6**	**15,7**
Provisions		
Risques et charges	250,9	252,3
Impôts différés	177,7	393,1
TOTAL II	**428,6**	**645,4**
Dettes		
Emprunts et dettes - établissements de crédit	419,9	224,1
Emprunts et dettes financières divers	294,3	162,2
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 336,6	1 309,1
Dettes fiscales et sociales	2 050,0	1 868,3
Autres dettes	719,9	317,9
Produits constatés d'avance	12,6	2,6
TOTAL III	**5 833,3**	**3 884,2**
TOTAL GÉNÉRAL	**9 919,4**	**8 673,7**

1- REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels du groupe Esso S.A.F. sont établis en conformité avec les dispositions spécifiques de la loi du 3 janvier 1985 et le décret d'application du 17 février 1986. Ils sont élaborés, selon les différents métiers, conformément aux Plans Comptables des Industries du Raffinage et de la Distribution des Hydrocarbures et des Entreprises de Recherche et de Production des Hydrocarbures.

1-1 Principes de consolidation

Périmètre

Les comptes consolidés comprennent ceux d'Esso S.A.F. et ceux de ses filiales dont l'impact est significatif.
En application de ce principe, les trois filiales suivantes sont consolidées :

Filiale	N° SIREN	Siège social	% part.
Esso Raffinage S.A.F.	379 914 237	2, rue des Martinets 92569 Rueil-Malmaison Cedex	99,99
Activité : raffinage d'hydrocarbures			
Esso REP	552 092 181	2, rue des Martinets 92569 Rueil-Malmaison Cedex	89,88
Activité : recherche et exploration de tous gisements d'hydrocarbures liquides ou gazeux			
Worex S.N.C.	780 094 983	Parc des Érables 66, route de Sartrouville 78230 Le Pecq	99,99
Activité : distribution de combustibles liquides et solides			

Compte tenu des pourcentages de participations dans ces sociétés, la méthode retenue est celle de l'intégration globale.

Retraitements

La consolidation a été effectuée sur la base des comptes individuels des sociétés au 31 décembre ; ces comptes ont fait l'objet des retraitements suivants :
- intégration des écarts de conversion dans le résultat ;
- élimination des effets de la réévaluation légale de 1976 ;
- valorisation des inventaires en LIFO ;
- élimination des écritures d'optimisation fiscale ;
- élimination des provisions réglementées :
  - amortissements dérogatoires,
  - provision pour fluctuation des cours,
  - provision pour hausse des prix,
  - provision pour inventaires,
  - provision pour reconstitution des gisements ;
- constatation des impositions différées résultant :
  - des retraitements ci-dessus,
  - du décalage temporaire entre la comptabilité et la fiscalité,
  - d'éventuels déficits fiscaux reportables, sachant qu'une situation fiscale nette active n'est constatée que si son imputation sur des dettes futures est probable.

Les impôts différés sont constatés au bilan selon la méthode du «report variable» au taux de 33 1/3, augmenté de la contribution exceptionnelle de 10 % et de la contribution sociale sur les bénéfices des sociétés de 3,3 %, soit au total un taux de 37,76 %.

Résultat

Les résultats internes (dividendes, cessions intragroupe) sont intégralement éliminés au-delà de 2 millions de francs.

1-2 Mode et méthodes d'évaluation

Immobilisations incorporelles

Secteur exploration/production
Les études et travaux d'exploration réalisés par Esso REP sont considérés comme des immobilisations incorporelles. Ils sont inscrits à ce titre en comptabilité à l'exception de :
- forages non terminés à la fin de l'exercice, qui sont inscrits dans le compte «immobilisations en cours» ;
- forages ayant abouti à une découverte commerciale, qui sont transférés aux comptes d'immobilisations corporelles de production.

Les dépenses de géologie et de géophysique, ainsi que les coûts de forages n'ayant pas abouti à une découverte commerciale, sont amortis à 100 % à la fin de l'exercice.

Autres secteurs
Les autres immobilisations incorporelles sont principalement constituées par des logiciels et par des fonds commerciaux rattachables aux activités de distribution du groupe. Ces derniers sont dépréciés par voie de provision dans la mesure où leur valeur actuelle est inférieure à leur valeur historique.

Immobilisations corporelles

Secteur exploration/production
Les immobilisations de production d'hydrocarbures constituent la grande majorité des actifs immobilisés d'Esso REP.

Elles sont amorties champ par champ selon la méthode de l'unité de production, dans laquelle le taux d'amortissement est égal au rapport de la production annuelle sur les réserves estimées au début de l'exercice.

Autres secteurs
Les autres immobilisations du groupe sont inscrites au bilan consolidé au prix d'acquisition.

L'amortissement économique est calculé selon le mode linéaire.

Les principales durées d'amortissement du groupe sont les suivantes :

Constructions	de	10	à	20 ans
Installations industrielles	de	8	à	15 ans
Autres immobilisations corporelles	de	5	à	15 ans

Immobilisations financières

Les titres de participation dans des sociétés non consolidées sont comptabilisés à leur coût historique.
Lorsque la valeur d'une participation, déterminée par rapport à la quote-part des capitaux propres qu'elle représente, éventuellement corrigée d'éléments non inscrits en comptabilité, est inférieure à sa valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée par différence.

Stocks

Pétrole brut et produits pétroliers
Les stocks sont évalués au prix de revient ou à la valeur réalisable lorsque celle-ci est inférieure.
Les stocks issus du raffinage sont valorisés par ventilation du coût global de production entre les différents produits par référence à leur valeur sur le marché international.
Les stocks de pétrole brut et produits pétroliers sont évalués selon la méthode LIFO «dernier entré, premier sorti». Cette présentation est plus représentative de la réalité économique que la méthode FIFO «premier entré, premier sorti», dans la mesure où elle limite les effets des variations des cours du brut sur les résultats.

Autres éléments
Les marchandises non pétrolières et les matières consommables sont évaluées selon la méthode du prix moyen pondéré.

Créances et dettes

Les créances et les dettes sont inscrites en comptabilité pour leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des risques de non recouvrement.
Par exception, les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contrevaleur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de la conversion est portée au compte de résultat.

Provisions pour risques et charges

Au sein du groupe, les provisions pour pensions couvrent la garantie de ressources accordée au personnel retraité pour la période comprise entre la date de départ et celle de liquidation des droits acquis auprès des organismes de retraite, ainsi que le coût des plans de départ anticipés évalués sur une base actuelle. Les autres engagements de la société sont mentionnés en «engagements hors bilan».

Secteur raffinage

Une provision pour grosses réparations, destinée à couvrir les dépenses de remise en état des unités de raffinage, est comptabilisée dans la mesure où ces installations sont remises en état suivant des cycles de travaux pluriannuels planifiés.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires comprend les taxes spécifiques sur les produits pétroliers ; en revanche, il exclut les facturations réciproques entre confrères dans le cadre des échanges économiques de produits. Le solde net de ces opérations fait l'objet d'une inscription au compte de résultat au niveau des variations de stocks.

Groupe d'intégration fiscale

La société Esso S.A.F. est mère d'un groupe d'intégration fiscale composé de 8 sociétés. Aux termes des conventions en vigueur, Esso S.A.F. bénéficie de l'économie ou supporte la charge d'impôt résultant de l'intégration, les filiales demeurant redevables vis-à-vis d'Esso S.A.F. de leur impôt.

2 - FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

La faiblesse des marges de raffinage a eu un impact fortement négatif sur le résultat du groupe.

La fusion ExxonMobil n'a pas eu d'impact significatif sur le résultat du groupe.

3 - ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLÔTURE

Il n'y a pas d'événement postérieur à la clôture de l'exercice à signaler.

4 - NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

4-1 Ventilation du chiffre d'affaires consolidé

millions de F	1999	1998
Secteur raffinage/distribution		
hors taxe intérieure	20 574	16 402
Taxe intérieure	16 093	15 304
Sous-total	36 667	31 706
Secteur production	233	329
Total consolidé	**36 900**	**32 035**
dont exportations et soutes étrangères	3 832	2 938

4-2 Résultat exceptionnel

Ce résultat comprend principalement des provisions pour restructuration (35 MF) et pour risques fiscaux (12 MF), et des frais de recherche et d'exploration (17 MF).

4-3 Participations du groupe Esso S.A.F. - Inventaire des valeurs mobilières détenues en portefeuille au 31/12/1999

milliers de F

Sociétés ou groupes de sociétés	Capital social	Autres capitaux propres hors résultat	Quote-part du capital détenu (en %)	Valeurs d'inventaire des titres détenus	Prêts et avances consentis par la société	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires de l'exercice	Bénéfice ou (perte) de l'exercice	Dividendes encaissés par la société
A/ Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital d'Esso S.A.F.									
1. Filiales (+ de 50 % du capital détenu par Esso S.A.F. ou par Esso Raffinage S.A.F.)									
– Société des Stockages Pétroliers du Rhône (SPR)	9 000	4 984	66,66	11 998	5 060	–	20 377	1 345	0
– Société de Traitement Industriel des Gaz (STIG)	10 000	14 466	76,50	15 300	9 543	–	10 477	(979)	0
2. Participations (10 à 50 % du capital)									
– Raffinerie du Midi	22 500	–	33,33	7 420	–	–	–	–	332
– Société des Transports Pétroliers par Pipelines (TRAPIL)	84 902	–	11,67	31 727	–	–	–	–	12 121
– Société du Pipeline de la Raffinerie de Lorraine (SPLRL)	7 000	–	42,99	6 296	–	–	–	–	81
– Société Pétrolière du Bec d'Ambès (SPBA)	1 083	37 234	34,00	17 000	–	–	31 029	627	0
B/ Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations									
1. Filiales françaises	–	–	–	11 501	35 723	–	–	–	5 329
2. Participations dans des sociétés françaises	–	–	–	20 861	45 881	55 183	–	–	16 919

4-4 Variation des capitaux propres et des intérêts minoritaires du groupe Esso S.A.F.

millions de F

	Capital social	Primes d'émission et de fusion	Réserves consolidées	Total du groupe	Total des intérêts minoritaires
Au 31 décembre 1998	595,9	66,4	3 466,1	4 128,4	15,7
Dividende servi en 1999	–	–	(297,9)	(297,9)	(8,0)
Autres variations	–	–	(0,2)	(0,2)	0,0
Résultat 1999	–	–	(184,4)	(184,4)	3,9
Au 31 décembre 1999	**595,9**	**66,4**	**2 983,6**	**3 645,9**	**11,6**

Note : Le capital social de la société est composé de 11 917 960 actions d'une valeur de 50 F. Exxon Mobil Corporation détient, via Esso Eastern Inc., 81,55 % du capital d'Esso S.A.F. et intègre à ce titre les sociétés du groupe Esso S.A.F. dans ses comptes consolidés.

4-5 Variation des provisions pour risques et charges

millions de F

	Montants début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montants fin d'exercice
Catégories de provisions				
Pour pensions et obligations similaires	66,3	0,3	19,5	47,1
Pour risques	96,9	19,0	20,4	95,5
Pour charges	89,1	75,4	56,2	108,3
TOTAL	**252,3**	**94,7**	**96,1**	**250,9**

Les provisions pour pensions comprennent la garantie de ressources accordée (dans le cadre du plan Société) au personnel retraité pour la période comprise entre la date de départ et celle de la liquidation des droits acquis auprès des organismes de retraite, et le coût des plans de départs anticipés. Les provisions pour risques sont essentiellement constituées de provisions pour litiges. Les provisions pour charges comprennent les restructurations et les inspections métal des raffineries. Les mouvements de provisions concernent essentiellement les charges de restructuration et l'inspection métal.

4-6 Variations de la provision pour impôts différés par nature

millions de F	1999	1998	Variation
Impôts différés sur les provisions réglementées	762,2	423,2	339,0
Impôts différés sur les décalages temporaires	15,0	(33,7)	48,7
Impôts différés sur écart FIFO/LIFO	(599,5)	3,6	(603,1)
TOTAL	**177,7**	**393,1**	**(215,4)**

4-7 Ventilation des créances et dettes par échéance

Le montant des créances et des dettes exigibles à plus d'un an n'est pas significatif.

4-8 Engagements hors bilan

millions de F	1999	1998
Cautions données à des confrères au titre des crédits d'enlèvements en douane, de crédits de droits et des licences de raffinage et de distribution (1)	5 320	5 154
Effets escomptés non échus	0	0
Engagements pour retraite du personnel (2)	1 497	1 474
Autres engagements donnés	68	72
TOTAL	**6 885**	**6 700**

(1) A titre de réciprocité les cautions de même nature consenties par des confrères au groupe Esso S.A.F. s'élèvent en 1999 à 5 509 MF.

(2) Engagements pris par le groupe, en complément des montants indiqués au chapitre 2 "Provisions pour risques et charges", correspondant à l'estimation sur une base actuarielle, au taux de 6,75 %, des charges futures envers :

- les membres du personnel ayant cessé leur activité dans le cadre du plan de retraite du groupe ou des plans de congés de fin de carrière,
- le personnel en activité, pour les droits acquis à la clôture de l'exercice.

4-9 Effectif moyen du groupe

L'effectif moyen du groupe, déterminé selon la moyenne arithmétique des effectifs à la fin des quatre trimestres civils, est le suivant :

	Personnel salarié		Personnel mis à la disposition du groupe	
	1999	1998	1999	1998
Cadres	744	739	2	3
Agents de maîtrise	1 012	1 046	12	14
Employés et ouvriers	434	460	42	38
TOTAL	**2 190**	**2 245**	**56**	**55**

Le personnel salarié comprend les titulaires, les temporaires, le personnel à temps partiel, les malades de longue durée, mais ne comprend pas le personnel détaché hors du groupe Esso S.A.F.

Le personnel salarié en congés de fin de carrière est également exclu.

Le personnel mis à la disposition de l'entreprise comprend le personnel fourni par des entreprises de travail temporaire et le personnel prêté ou détaché par d'autres sociétés du groupe Exxon.

4-10 Autres informations

Les sociétés Esso S.A.F. et Esso REP ont fait l'objet d'un contrôle URSSAF portant sur les années 1997 et 1998.

Un redressement relatif aux engagements de retraite mentionnés hors bilan a été notifié mais il est contesté dans son principe et dans son montant et, en conséquence, n'a pas été provisionné.

Les sociétés du groupe font l'objet d'un contrôle fiscal portant sur les années 1996, 1997 et 1998. Les notifications ont porté sur l'année 1996 pour Esso S.A.F. et sur les années 1996 et 1997 pour Esso REP. Une partie de la notification, contestée, n'a pas donné lieu à la constitution de provision.

Tableau de Financement

millions de F	1999	1998
Ressources		
Résultat net hors plus ou moins values sur cessions/retraits d'actifs	(186)	434
Amortissements et provisions	360	457
Part des intérêts minoritaires	4	5
Capacité d'autofinancement de l'exercice	**178**	**896**
Produit brut des cessions	26	131
Variation du besoin en fonds de roulement et autres	411	116
Variation de l'endettement et de la trésorerie	330	0
TOTAL	**945**	**1 143**

millions de F	1999	1998
Emplois		
Investissements		
• Raffinage/Distribution	556	448
• Production	91	147
TOTAL	**647**	**595**
Dividende mis en paiement par Esso S.A.F.	298	298
Variation du besoin en fonds de roulement et autres	0	0
Variation de l'endettement et de la trésorerie	0	250
TOTAL	**945**	**1 143**

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les Comptes Consolidés

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société Esso S.A.F. établis en francs français, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 1999, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Par ailleurs, nous avons également procédé à la vérification des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris, le 28 avril 2000
Les Commissaires aux Comptes

Daniel Dudon
Edouard Salustro

Bilan au 31 décembre 1999 page 26

Compte de Résultat de l'exercice 1999 page 28

Tableau de Financement de l'exercice 1999 page 29

Annexe au Bilan et au Compte de Résultat page 30

Rapports des Commissaires aux Comptes sur les comptes sociaux page 36

Comptes Sociaux

Groupe Esso S.A.F.

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1999

milliers de F Avant répartition **Actif**	1999 Montants bruts	1999 Amortissements et provisions	1999 Montants nets	1998 Montants nets	
Immobilisations incorporelles					ACTIF IMMOBILISÉ
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	112 611	90 047	22 564	23 544	
Fonds commercial	104 386	302	104 084	104 807	
Autres immobilisations incorporelles	77 413	–	77 413	–	
Immobilisations corporelles					
Terrains	402 674	29 790	372 884	376 207	
Constructions	1 661 729	1 077 035	584 694	647 430	
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 171 492	972 930	198 562	237 353	
Autres immobilisations corporelles	962 164	642 148	320 016	322 199	
Immobilisations corporelles en cours (*)	80 715	–	80 715	140 500	
Avances et acomptes	–	–	–	–	
Immobilisations financières (1)					
Participations	1 158 307	36 417	1 121 890	1 120 997	
Créances rattachées aux participations	40 860	–	40 860	41 085	
Prêts	1 527	–	1 527	1 763	
Autres immobilisations financières	2 362	–	2 362	3 074	
TOTAL I	**5 776 240**	**2 848 669**	**2 927 571**	**3 018 959**	
Stocks et en-cours					ACTIF CIRCULANT
Matières premières et autres approvisionnements	1 169 818	–	1 169 818	437 651	
En-cours de production - Produits	460 090	–	460 090	189 504	
Produits finis	1 258 970	–	1 258 970	801 819	
Créances					
Créances clients, comptes rattachés (2)	2 160 088	13 951	2 146 137	937 939	
Autres	2 645 897	118	2 645 779	2 272 070	
Disponibilités	2 570	–	2 570	795	
Charges constatées d'avance (3)	92 562	–	92 562	90 994	COMPTES DE RÉGULARISATION
TOTAL II	**7 789 995**	**14 069**	**7 775 926**	**4 730 772**	
Charges à répartir	4 006	–	4 006	6 271	
Primes remboursement des obligations	–	–	–	–	
Écart de conversion actif	6 600	–	6 600	2 088	
TOTAL GÉNÉRAL	**13 576 841**	**2 862 738**	**10 714 103**	**7 758 090**	
Notes relatives à l'actif					
(1) dont à moins d'un an	–	–	250	996	
(2) dont à plus d'un an	–	–	–	–	
(3) dont à plus d'un an	–	–	15 221	45 178	

(*) En 1998, ce poste comprend 42 MF d'immobilisations incorporelles en cours, reclassées dans la rubrique "Incorporelles" en 1999.

milliers de F **Passif**		1999	1998
CAPITAUX PROPRES	**Capital social entièrement versé**	595 898	595 898
	Prime d'émission et fusion	66 363	66 363
	Écart de réévaluation 1976	423 213	424 439
	Réserves		
	Réserve légale	59 590	59 590
	Réserves réglementées	1 744 197	1 744 197
	Réserve générale	6 357	6 357
	Report à nouveau	835 098	459 536
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE - BÉNÉFICE	**313 399**	**673 511**
	Subventions d'investissements	–	–
	Provisions réglementées		
	Amortissements dérogatoires	190 687	129 237
	Provisions pour fluctuation des cours	0	442 890
	Provisions pour hausse des prix	1 418 944	89 853
	Autres	5 003	5 355
	TOTAL I	**5 658 749**	**4 697 226**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**Provisions pour risques**		
	Provisions pour perte de change	6 600	2 088
	Autres	39 983	40 266
	Provisions pour charges		
	Pensions et obligations similaires	27 402	39 824
	Autres	15 015	17 157
	TOTAL II	**89 000**	**99 335**
DETTES (1)	Emprunts obligataires non convertibles	–	–
	Emprunts, dettes auprès des établissements de crédit (2)	348 643	130 278
	Emprunts et dettes financières divers	259 947	151 068
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 037 513	968 179
	Dettes fiscales et sociales	1 629 291	1 450 974
	Autres dettes	681 827	258 430
COMPTES DE RÉGULARISATION	**Produits constatés d'avance**	9 133	2 600
	TOTAL III	**4 966 354**	**2 961 529**
	Écart de conversion passif	**0**	**0**
	TOTAL GÉNÉRAL	**10 714 103**	**7 758 090**
	Notes relatives au passif		
	(1) dont à plus d'un an	30 497	30 645
	(2) dont • soldes créditeurs banques	347 537	128 845
	• emprunts à moins d'un an	30 000	–

COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE 1999

milliers de F	1999	1998
Produits d'exploitation		
Production vendue - produits pétroliers et services	34 068 568	29 401 738
Montant net du chiffre d'affaires	**34 068 568**	**29 401 738**
(dont à l'exportation : 3 832 399)		
Production stockée/(déstockée) - produits pétroliers	727 737	(408 701)
Solde net des échanges inter-confrères - produits pétroliers	(272 153)	(167 616)
Production immobilisée	3 426	652
Subventions d'exploitation	147	215
Reprises sur provisions et amortissements, transferts de charges	22 539	160 370
Autres produits	2 386	1 653
TOTAL	**34 552 650**	**28 988 311**
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises, achats de matières premières et autres approvisionnements	10 639 566	7 069 457
Variation de stock	(732 168)	247 983
Solde net des échanges de pétrole brut	0	0
Autres achats et charges externes	8 521 546	7 150 166
Impôts, taxes et versements assimilés	13 878 660	13 202 804
Salaires et traitements	366 135	368 511
Charges sociales	272 055	319 711
Dotations aux amortissements et aux provisions		
– sur immobilisations : dotations aux amortissements	235 251	250 366
– sur immobilisations : dotations aux provisions	–	2 120
– sur actif circulant : dotations aux provisions	2 322	4 878
– pour risques et charges : dotations aux provisions	5	5 050
Autres charges	75 955	70 295
TOTAL	**33 259 327**	**28 691 341**
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION	**1 293 323**	**296 970**
Opérations en commun		
Bénéfice attribué ou perte transférée	215	54
Perte supportée ou bénéfice transféré	–	–
Produits financiers		
De participations	82 778	96 136
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	1 042	340
Autres intérêts et produits assimilés	66 195	70 503
Reprises sur provisions et transferts de charges	2 088	4 650
Différences positives de change	32 941	53 594
Produits nets sur cessions valeurs mobilières de placement	1 387	687
TOTAL	**186 431**	**225 910**
Charges financières		
Dotations aux amortissements et provisions	6 800	2 088
Intérêts et charges assimilées	9 976	20 888
Différence négative de change	90 825	27 814
TOTAL	**107 601**	**50 790**
2 - RÉSULTAT FINANCIER	**78 830**	**175 120**
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	**1 372 368**	**472 144**

COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE 1999

milliers de F	1999	1998
Produits exceptionnels		
sur opérations de gestion	22 640	12 256
sur opérations en capital	24 484	127 643
Reprises sur provisions et transferts de charges	502 971	597 110
TOTAL	**550 095**	**737 009**
Charges exceptionnelles		
sur opérations de gestion	15 464	81 812
sur opérations en capital	26 028	85 588
Dotations aux amortissements et provisions	1 450 919	46 619
TOTAL	**1 492 411**	**214 019**
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	**(942 316)**	**522 990**
Participation et intéressement	**2 331**	**(26 849)**
Impôts sur les bénéfices	(118 984)	(294 774)
5 - RÉSULTAT NET	**313 399**	**673 511**
dont produits afférents à des exercices antérieurs	423	142
dont charges afférentes à des exercices antérieurs	174	1 353
dont produits concernant les entreprises liées	81 472	96 483
dont intérêts concernant les entreprises liées	2 609	8 110

Nota : les montants négatifs sont indiqués entre parenthèses ( ).

TABLEAU DE FINANCEMENT DE L'EXERCICE 1999

millions de F	1999	1998
Ressources		
Capacité d'autofinancement de l'exercice	1482	316
Produits de cessions d'immobilisations	25	128
Remboursement d'immobilisations financières	–	–
Réduction de l'actif circulant	0	1 322
Autres ressources	2005	50
TOTAL	**3512**	**1 816**

millions de F	1999	1998
Emplois		
Acquisitions d'immobilisations	162	241
Dividendes mis en paiement	298	298
Réduction de l'endettement	0	767
Autres emplois	3052	510
TOTAL	**3512**	**1 816**

1 - RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis selon les normes définies par le Plan Comptable Général, compte tenu des adaptations relatives au Plan Professionnel des Industries du Raffinage et de la Distribution des Hydrocarbures, approuvées par le Conseil National de la Comptabilité.

Les informations chiffrées détaillées fournies sont exprimées en milliers de francs.

1-1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles, principalement constituées par des logiciels et des fonds de commerce, sont comptabilisées à leur coût d'achat. Les logiciels sont généralement amortis en un an. Les fonds commerciaux sont dépréciés dans la mesure où leur valeur actuelle s'avère inférieure à leur valeur comptable.

1-2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition, à l'exception des immobilisations acquises au 31 décembre 1976, qui sont inscrites au bilan pour une valeur réévaluée.

L'amortissement économique est calculé selon le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue pour chaque catégorie d'immobilisations.

La différence entre l'amortissement économique et l'amortissement dégressif est constatée par voie d'amortissements dérogatoires.

Les principales durées d'amortissement sont les suivantes :

Constructions	10 à 20 ans
Dépôts	10 à 15 ans
Installations matériel et outillage	5 à 15 ans
Matériel de transport	5 à 15 ans
Mobilier et matériel de bureau	5 à 10 ans

1-3 Immobilisations financières

La valeur des participations est constituée du prix d'acquisition, éventuellement augmentée de l'effet de la dernière réévaluation légale.

Lorsque la valeur d'une participation, déterminée par rapport à la quote-part des capitaux propres qu'elle représente, éventuellement corrigée d'éléments non inscrits en comptabilité, tels que la valeur des fonds de commerce ou les réserves prouvées, est inférieure à sa valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée par différence.

1-4 Stocks

Les stocks de pétrole brut et produits pétroliers sont évalués suivant la méthode du "premier entré, premier sorti" (FIFO). Les marchandises non pétrolières et matières consommables sont évaluées selon la méthode du prix moyen pondéré.

Les stocks de pétrole brut sont valorisés à leur coût d'achat, y compris les frais de transport. Les stocks de produits finis et semi-finis sont déterminés pour chaque produit en ventilant le coût global de production sur la base des prix de réalisation.

Les coûts de production comprennent la valeur CAF des pétroles bruts mis en œuvre, les charges directes et indirectes de production, y compris l'amortissement des biens concourant à la production, mais exclusion faite de tous frais financiers.

Une provision pour dépréciation est calculée dans la mesure où la valeur vénale des stocks au 31 décembre est inférieure à la valeur d'inventaire, compte tenu des perspectives de réalisation.

Les opérations d'échange réalisées avec les confrères sont comptabilisées conformément au plan comptable professionnel. Le solde annuel est pris en compte dans la variation des stocks.

1-5 Créances et dettes

Les créances et dettes sont inscrites en comptabilité pour leur valeur nominale.

Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des risques de non recouvrement.

Par exception, les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de la conversion est portée au bilan en «écarts de conversion actif ou passif».

Les écarts de conversion actif donnent lieu à la constitution d'une provision pour risque de change.

1-6 Provisions pour risques et charges

Ces provisions sont constituées notamment de provisions pour litiges et de provisions pour pensions et obligations similaires du même type ; celles-ci comprennent :

- la garantie de ressources accordée au personnel retraité conformément au plan de retraite de la société, pour la période comprise entre la date de départ et la date de liquidation des droits acquis auprès des différents organismes de retraite ;
- le coût des plans de congés de fin de carrière et de restructuration mis en place par la société.

En revanche, l'ensemble des autres obligations du même type, non effectives à la clôture de l'exercice, sont considérées comme des engagements hors bilan.

1-7 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires inscrit au compte de résultat inclut les taxes spécifiques sur les produits pétroliers comprises dans les prix de vente.

1-8 Intéressement

Un intéressement est calculé selon l'accord du 15 juin 1998 en vigueur entre les sociétés Esso S.A.F., Esso Raffinage S.A.F. et Esso REP. Il est calculé à partir du résultat courant cumulé, retraité des dividendes, des frais d'exploration et de l'effet prix sur stocks.

1-9 Groupe d'intégration fiscale

La société Esso S.A.F. est mère d'un groupe d'intégration fiscale composé de 8 sociétés. Aux termes des conventions en vigueur, Esso S.A.F. bénéficie de l'économie ou supporte la charge d'impôt résultant de l'intégration, les filiales demeurant redevables vis-à-vis d'Esso S.A.F. de leur impôt.

2 - FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Parmi les faits commentés dans le rapport de Gestion pour l'exercice 1999, certains faits ont eu cette année une incidence comptable significative sur les postes du bilan et du compte de résultat.

Eléments relatifs aux stocks

- effet prix sur stocks net positif de 1 504 MF en raison de la hausse des cours du brut (négatif de 666 MF en 1998).
- reprise d'une provision pour fluctuation des cours de 443 MF (reprise de 441 MF en 1998) suite à la loi de Finances 1998.
- constitution d'une provision pour hausse des prix de 1 329 MF (aucune dotation en 1998).

La faiblesse des marges de raffinage a eu un impact fortement négatif sur les résultats de l'année.

La fusion ExxonMobil n'a pas eu d'impact significatif sur le résultat de la société.

3 - ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLÔTURE

Il n'y a pas d'élément postérieur à la clôture à signaler.

4 - NOTES RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS - Esso S.A.F.

4-1 État de l'actif immobilisé

milliers de F

	Valeur brute au début de l'exercice	Acquisitions nouveaux prêts	Virements de poste à poste	Cessions mises hors service remboursements de prêts	Valeur brute en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles					
TOTAL I	**230 227**	**38 890**	**42 822**	**- 17 529**	**294 410**
Immobilisations corporelles					
Terrains	405 367	420	1 682	4 795	402 674
Constructions	1 678 794	13 816	9 720	40 601	1 661 729
Installations techniques, matériels et outillages industriels	1 206 321	6 270	35 443	76 542	1 171 492
Autres immobilisations corporelles	926 117	39 644	31 313	34 910	962 164
En-cours et autres	140 501	61 194	(120 980)	-	80 715
TOTAL II	**4 357 100**	**121 344**	**(42 822)**	**156 848**	**4 278 774**
Immobilisations financières					
Participations	1 157 212	1 800	-	705	1 158 307
Créances rattachées à des participations	41 084	856	-	1 080	40 860
Autres immobilisations financières	4 837	2 648	-	3 596	3 889
TOTAL III	**1 203 133**	**5 304**	**0**	**5 381**	**1 203 056**
TOTAL GÉNÉRAL	**5 790 460**	**165 538**	**0**	**179 758**	**5 776 240**

4-2 État des amortissements

milliers de F

	Amortissements au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Virements de poste à poste	Diminutions amortissements cessions mises hors service	Amortissements en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles	98 357	5 279	0	13 589	90 047
Immobilisations corporelles	2 633 411	227 285	0	138 793	2 721 903
Immobilisations financières	874	-	-	-	874
TOTAL	**2 732 642**	**232 564**	**0**	**152 382**	**2 812 824**

4-3 Réévaluation

La réserve de réévaluation de 423 213 kF figurant au bilan représente le montant de la réévaluation légale 1976 sur les participations (373 055 kF) et les terrains (50 158 kF).

4-4 Filiales et participations

milliers de F

Sociétés ou groupes de sociétés	Capital social	Autres capitaux propres (hors résultat)	Quote-part du capital détenues (en %)	Valeurs d'inventaire des titres détenus	Prêts et avances consentis par la société	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires de l'exercice	Bénéfice net (ou perte) de l'exercice	Dividendes encaissés par la société
A/ Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital d'Esso S.A.F.									
1. Filiales (+ de 50 % du capital détenu par Esso S.A.F.)									
– Esso REP	50 855	54 771	89,88	518 880	366 213	–	376 998	53 035	47 996
– Worex	10 320	(18 421)	99,99	24 069	253 493	–	4 207 518	(2 921)	0
– Esso Raffinage S.A.F.	150 000	620 232	99,99	449 998	282 763	–	1 623 522	(42 934)	0
– Société des Stockages Pétroliers du Rhône (SPR)	9 000	4 984	66,66	11 998	5 060	–	20 377	1 345	0
2. Participations (10 à 50 % du capital)									
– Raffinerie du Midi	22 500	–	33,33	18 300	–	–	–	–	332
– Société des Transports Pétroliers par Pipelines (TRAPIL)	84 902	90 165	11,67	37 730	–	–	709 076	63 108	12 121
– Société du Pipeline de la Raffinerie de Lorraine (SPLRL)	7 000	–	42,99	6 296	–	–	–	–	81
– Société Pétrolière du Bec d'Ambès (SPBA)	1 083	37 234	34,00	17 000	–	–	31 029	627	0
B/ Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations									
1. Filiales françaises	–	–	–	11 401	45 266	–	–	–	5 329
2. Participations dans des sociétés françaises	–	–	–	26 219	45 881	55 183	–	–	16 919

4-5 Variations des capitaux propres

milliers de F

	Montants début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montants fin d'exercice
Capital social et primes	662 261	–	–	662 261
Ecart de réévaluation - 1976	424 439	–	1 226	423 213
Réserve légale et autres	1 810 144	–	–	1 810 144
Report à nouveau	459 536	375 562	–	835 098
Résultat 1998	**673 511**	–	**673 511**	**0**
Résultat 1999	–	**313 399**	–	**313 399**
Subventions d'investissement	–	–	–	–
Provisions réglementées :				
– pour fluctuation des cours	442 890	–	442 890	0
– pour investissement	–	–	–	–
– pour hausse des prix	89 853	1 329 091	–	1 418 944
– pour inventaires	0	–	–	0
– spéciale de réévaluation 1976	–	–	–	–
– plus values réinvesties	5 355	–	352	5 003
– amortissements dérogatoires	129 237	95 381	33 931	190 687
TOTAL	**4 697 226**	**2 113 433**	**1 151 910**	**5 658 749**

Note : Le capital social de la société est composé de 11 917 960 actions d'une valeur nominale de 50 F.
Exxon Mobil Corporation détient, via Esso Eastern Inc., 81,55 % du capital et intègre à ce titre la société Esso S.A.F. dans ses comptes consolidés.

4-6 Provisions pour risques et charges

milliers de F

Catégories de provisions	Montants début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montants fin d'exercice
Pour pensions et obligations similaires	39 824	5	12 427	27 402
Autres provisions				
– pour perte de change	2 088	6 600	2 088	6 600
– pour risques exceptionnels	40 266	14 181	14 464	39 983
– pour charges exceptionnelles	17 157	12 265	14 407	15 015
TOTAL	**99 335**	**33 051**	**43 386**	**89 000**

Notes : 1 - Les provisions pour pensions comprennent :
- la garantie de ressources accordée au personnel retraité conformément au plan de retraite de la société, pour la période comprise entre la date de départ et la date de liquidation des droits acquis auprès des différents organismes de retraite ;
- le coût des plans de congés de fin de carrière et de restructuration mis en place par la société.

2 - En matière de pensions et obligations similaires, voir également les engagements hors bilan dans la présente annexe.

4-7 Autres provisions

milliers de F

Catégories de provisions	Montants début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montants fin d'exercice
Sur immobilisations	38 860	200	3 215	35 845
Sur actif circulant	17 204	2 322	5 457	14 069
TOTAL	**56 064**	**2 522**	**8 672**	**49 914**

4-8 État des échéances des créances et des dettes

La quasi-totalité des créances et des dettes est à moins d'un an.

4-9 Charges constatées d'avance

Ce poste contient essentiellement des loyers et des ristournes payés d'avance.

4-10 Éléments relevant de plusieurs postes du bilan

milliers de F

	Entreprises liées au groupe Exxon	Entreprises avec lesquelles existe un lien de participation	Créances/dettes représentées par des effets de commerce
A l'actif			
Participations	1 067 864	54 026	–
Créances rattachées à des participations	7 372	33 488	–
Créances clients et comptes rattachés	–	–	562 204
Autres créances	2 302 713	–	–
Au passif			
Emprunts et dettes financières divers	229 450	–	–
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 304 678	–	–
Autres dettes	–	–	–
Charges financières	**69 172**	**855**	–
Produits financiers	**116 593**	**32 057**	–

4-11 Analyse du chiffre d'affaires hors TVA

millions de F	1999	%	1998	%	1997	%
Carburants auto	3 988,8	20,8	3 170,5	20,9	3 879,9	20,3
Distillats	7 409,7	38,6	5 585,2	36,7	7 089,3	37,0
Fiouls lourds	914,2	4,8	645,4	4,2	834,1	4,4
Autres produits	4 802,5	25,0	4 407,0	29,0	5 355,8	28,0
Pétrole brut et bases pour la chimie	2 066,2	10,8	1 392,5	9,2	1 991,5	10,4
Ventes hors taxes	19 181,4	100,0	15 200,6	100,0	19 150,6	100,1
Services hors taxes	1 104,3		1 020,5		940,0	
TOTAL	**20 285,7**		**16 221,1**		**20 090,6**	
Taxe intérieure	13 782,9		13 180,6		13 587,8	
Chiffre d'affaires (1)	**34 068,6**		**29 401,7**		**33 678,4**	
Répartition géographique du chiffre d'affaires :						
– France	30 236,2		26 463,5		30 387,3	
– Etranger	3 832,4		2 938,2		3 291,1	
TOTAL	**34 068,6**		**29 401,7**		**33 678,4**	

(1) Les facturations réciproques entre confrères dans le cadre d'échanges de produits ne font pas partie du chiffre d'affaires.

4-12 Résultat financier

Il comprend principalement le dividende reçu d'Esso REP de 48 MF, des intérêts reçus de sociétés du groupe Exxon pour 66 MF et le résultat de change (en perte) pour 62 MF.

4-13 Résultat exceptionnel

Ce résultat comprend notamment une reprise de PFC pour 443 MF, une provision pour hausse des prix de 1 329 MF et une dotation nette d'amortissements dérogatoires de 41 MF.

4-14 Effet prix sur stocks

L'effet prix sur stock net de l'exercice est un gain de 1 504 MF à comparer à une perte de 666 MF en 1998.

4-15 Commentaires sur la situation fiscale

A. Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

milliers de F

Exercice 1999	Avant impôt	Impôt sur les sociétés	Après impôt
Résultat courant	1 372 368	515 045	857 323
Résultat exceptionnel (et participation)	(939 985)	(396 061)	(543 924)
Résultat comptable	432 383	118 984	313 399

L'impôt sur les sociétés comprend un gain d'intégration fiscale d'un montant de 26 575 milliers de francs

B. Accroissement et allégement de la dette future d'impôt

milliers de F

Différences temporaires entre résultat comptable et résultat fiscal	Montant en fin d'exercice	(Accroissement)/allégement de la dette d'impôt sur l'exercice
Accroissement de la dette future d'impôt		
Provisions réglementées		
• Provision pour fluctuation des cours	0	177 156
• Provision pour hausse des prix	1 418 944	(502 845)
• Amortissements dérogatoires	190 688	(20 309)
• Autres	5 003	253
TOTAL	**1 614 635**	**(345 745)**
Allégement de la dette future d'impôt		
Charges non déductibles temporairement		
• Dettes sociales provisionnées	72 807	(2 501)
• Autres	4 390	(6 339)
TOTAL	**77 197**	**(8 840)**

4-16 Rémunération allouée aux dirigeants

Compte tenu de l'organisation d'Esso S.A.F., les informations ci-après concernent les membres du Conseil d'Administration et/ou du Comité Directeur de la société, faisant partie du personnel salarié, ou recevant des jetons de présence.

- Montant global des rémunérations versées aux dirigeants de la société : 4 254 947 F.
- Garantie de prêts bancaires : néant.

4-17 Engagements hors bilan

milliers de F	1999	1998
Cautions données à des confrères au titre des crédits d'enlèvements en douane, de crédits de droits et des licences de raffinage et de distribution (1)	5 213 790	5 154 190
Effets escomptés non échus		
Engagements pour retraites du personnel (2)	1 095 200	1 088 300
Autres engagements donnés	68 999	71 751
TOTAL	**6 377 989**	**6 314 241**

(1) A titre de réciprocité, les cautions de même nature consenties en 1999 par des confrères à Esso S.A.F. s'élèvent à 3 609 680 milliers de francs.

(2) Engagements pris par la société en complément des montants indiqués au chapitre "Provisions pour risques et charges" correspondant à l'estimation sur une base actuarielle au taux de 6,75 % des charges futures envers :
a) les membres du personnel ayant cessé leur activité dans le cadre du plan de retraite de la société ou des plans de congés de fin de carrière.
b) le personnel en activité.

4-18 Effectif moyen

L'effectif moyen de la société, déterminé selon la moyenne arithmétique des effectifs à la fin des quatre trimestres civils, est le suivant :

	Personnel salarié		Personnel mis à disposition de l'entreprise	
	1999	1998	1999	1998
• Cadres	507	495	0	0
• Agents de maîtrise et techniciens	333	369	12	14
• Employés	10	10	11	12
• Ouvriers	16	22	10	12
TOTAL	866	896	33	38

Le personnel salarié comprend les titulaires, les temporaires, le personnel à temps partiel, les malades de longue durée, mais ne comprend pas le personnel détaché dans le groupe ou hors groupe.
Le personnel salarié en congés de fin de carrière est également exclu.
Le personnel mis à disposition de l'entreprise comprend le personnel fourni par des entreprises de travail temporaire et le personnel détaché ou prêté par des sociétés du groupe.

4-19 Autres informations

La société a fait l'objet d'un contrôle URSSAF portant sur les années 1997 et 1998. Un redressement relatif aux engagements de retraite mentionnés hors bilan a été notifié mais il est contesté dans son principe et dans son montant et, en conséquence, n'a pas été provisionné.
La société fait l'objet d'un contrôle fiscal portant sur les années 1996, 1997 et 1998. L'année 1996 a été notifiée. Une partie de la notification, contestée, n'a pas donné lieu à la constitution de provision.

Sur les comptes annuels

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 1999, sur :
– le contrôle des comptes annuels de la société Esso S.A.F. établis en francs français, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
– les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1- Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2- Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris, le 28 avril 2000
Les Commissaires aux Comptes

Daniel Dudon
Edouard Salustro

Sur les conventions réglementées

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

En application de l'article 103 de la loi du 24 juillet 1966, nous avons été avisés des conventions qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article 92 du décret du 23 mars 1967, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Convention avec la société Esso Raffinage, Société Anonyme Française
(Administrateurs concernés : MM. Jean-Luc Randaxhe et Patrick Heinzle) : dans le cadre du contrat de façonnage liant les deux sociétés, votre conseil d'administration a autorisé une révision de la rémunération de façonnage avec effet du 1er janvier 1999. Les facturations effectuées au titre de l'exercice 1999 par la société Esso Raffinage S.A.F. se sont élevées dans ces conditions à 1 417 581 804 F (hors taxe).

Convention avec la société Esso France S.A.
(Administrateurs concernés : MM. Jean-Luc Randaxhe et Patrick Heinzle) :

La société Esso France S.A. a reçu de la société Esso S.A.F. une subvention d'équilibre dont le montant s'est élevé pour l'exercice 1999 à 125 000 F.

A compter de l'exercice 2000, et tant que la société Esso France S.A. n'aura pas de nouvelle activité, ce montant sera révisé annuellement en fonction des charges de l'année précédente.

Paris, le 28 avril 2000
Les Commissaires aux Comptes

Daniel Dudon
Edouard Salustro

Olivier Bouygues

Président de :
- SAUR-Energie
- Compagnie des Energies Nouvelles de Côte d'Ivoire
- Valorisation Ressources Energétiques Nationales
- Société d'Aménagement Urbain et Rural
- Collectes Valorisation Energie Déchets "COVED"

Administrateur de :
- Bouygues Telecom
- SCDM
- Sénégalaise des Eaux
- Société de Distribution d'Eau de la Côte d'Ivoire
- Société Générale d'Assainissement et Stérilisation des Eaux
- Colas (à compter du 12.05.99)
- SAUR Environnement
- SAUR International
- SAUR Energie Côte d'Ivoire
- Financière SBP
- Actiby

Représentant Permanent de la société SCDM au Conseil d'Administration de Bouygues

---

Philippe Dulac

Président de :
- Paribas Luxembourg
- Klépierre

Administrateur de :
- Paribas International
- Banque Vernes
- Colgate Palmolive
- Via Banque
- Cetelem
- Sinvim

Membre du Directoire de Paribas

Patrick Heinzle

Président de :
- Esso France S.A. (à compter du 17.12.99)

Administrateur de :
- Esso REP
- Esso Raffinage S.A.F.

Représentant permanent d'Esso S.A.F. au Conseil d'Administration de la Société du Pipeline Sud-Européen

---

Jean-Luc Randaxhe

Président de :
- Esso Raffinage S.A.F.
- Esso REP
- Exxon France Holding SAS (à compter du 8.11.99)
- Exxon Chemical France (à compter du 17.12.99)
- Société du Caoutchouc Butyl (à compter du 17.12.99)
- Naroxo (à compter du 17.12.99)
- Esso France S.A. (jusqu'au 17.12.99)

Gérant de :
- Exxon Investissement SARL (à compter du 3.12.99)

Administrateur de :
- Port Autonome du Havre
- Esso France S.A.
- Société Française Exxon Chemical

Roland Vardanéga

Président de :
- S.A. Closerie des Tilleuls

Administrateur de :
- Cercle Vinci

Membre du Comité Exécutif de PSA Peugeot Citroën

Jean Verré

Administrateur de :
- Esso REP
- Institut Français du Pétrole